



## Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2020-09-01 / 2020-09-15]

**Publicación quincenal**

**Edición en francés por Luc de l'Arbre**

**Mardi 1<sup>er</sup> septembre.**

**Butembo : les cas confirmés de Covid-19 passent de 45 à 117 en moins d'une semaine.** L'arrêté du maire de Butembo rendant obligatoire les mesures barrières et le port du masque n'est pas respecté par la population. Rares sont ceux qui portent les cache-nez dans lieux publics et les boîtes de nuit continuent de fonctionner comme d'habitude. Dans le secteur de transport en commun rien n'a changé et la vie tourne globalement à la normale comme si de rien n'était. Le maire de la ville promet d'utiliser la force.

**La milice Codeco multiplie des exactions sur les bouviers à Djugu.** Trois éleveurs sont entre la vie et la mort dans le groupement Tambaki en chefferie de Bahema Banywagi. Certains sont pris pour cible par ces miliciens sur le tronçon routier Bunia-Bogoro-Kasenyi-Tchomia, où ils sont dépouillés de leurs biens, puis abandonnés dans la brousse. D'autres, en revanche, sont copieusement tabassés et leurs bêtes égorgées, ont indiqué lundi 31 août des sources locales. Ces éleveurs, dont la plupart empruntent le tronçon routier Bogoro-Tchomia, sont victimes d'exactions de la milice Codeco dans la région. Les miliciens s'attaquent à ces éleveurs et à leurs bêtes, après plusieurs coups de sommation pour les intimider et avant de s'accaparer de leur bétail. Les Fardc alertées ont lancé des opérations de traque de ces miliciens.

**Nord-Kivu : Le Forum de Paix de Beni appelle à un dialogue avec les ADF (Me Justin Matete).** Le coordonnateur du Forum de Paix de Beni, une plate-forme des ONG locales qui œuvrent pour la Paix et le développement dans la ville et le territoire de Beni appelle à l'organisation d'un dialogue avec les ADF pour mettre fin aux tueries de civils dans la région. Il estime que depuis plusieurs années, les opérations militaires contre les ADF ont montré leurs limites.

**Exetat en RDC : une hausse de participation des filles à Kindu, Kisangani, Beni et Bandundu.** Plus de 19 300 élèves finalistes passent les épreuves hors-session de 2019-2020 depuis lundi 31 août à Kindu (Maniema). Un grand nombre de filles présentent ces épreuves d'Etat hors-session, par rapport à l'année passée pour répondre au slogan jadis de l'Unicef à savoir toutes les filles du Maniema à l'école. Dans la Province de la Tshopo, de même, 26 783 élèves finalistes du secondaire ont passé la dissertation dans le cadre des épreuves hors-session de l'examen d'Etat, édition 2020. A Beni, par contre, plus de 3 700 élèves prennent part aux épreuves hors-session de l'examen d'Etat. Dans la province du Kwango, la province éducationnelle du Kwango 2 basée à Kasongo-lunda avait inscrit cette année 7 658 candidats dont 2 970 filles pour les épreuves de hors-session qui ont débuté ce lundi 31 août. **Exetat au Sud-Kivu : les épreuves hors-session perturbés à**

**Mwenga suite aux affrontements entre Fardc et Maï-Maï Gumino.** L'épreuve de hors-session de l'examen d'Etat de lundi 31 août a été perturbée à Kilalombili, une localité située dans le territoire de Mwenga (Sud-Kivu), suite à une attaque de la coalition des groupes armés qui, selon plusieurs sources locales, seraient proches de Makanika, un dissident des Fardc. Selon le Ministre de l'intérieur du Sud-Kivu, les combattants ont brûlé plusieurs maisons, les habitants et les élèves ont fui dans la forêt. **Attaque des ADF : certains élèves n'ont pas présenté des épreuves préliminaires.** Sur 1 879 élèves inscrits pour la passation des épreuves préliminaires des Examens d'Etat débutée lundi 31 août, seuls 1 750 y prennent part dans le pool secondaire d'Oicha en territoire de Beni au Nord-Kivu. Cette situation est due au déplacement des populations à la suite de l'insécurité causée par les attaques des ADF.

**Sud-Kivu : des affrontements signalés à Bilalo Mbili, près de Mikenge en territoire de Mwenga.** D'après Fardc, les présumés combattants et alliés de Twigwaneho ont attaqué ce village et brûlé des maisons appartenant aux civils. Un officier des Fardc a été blessé par balle au cours de l'attaque. L'armée a réussi à remettre de l'ordre à Bilalo Mbili après des violents combats qui ont duré trois heures. Ces combats opposaient d'abord les miliciens Twigwaneho aux maï-maï avant l'intervention des Fardc. Ces combats ont provoqué le déplacement de populations de Bilalo Mbili vers le centre de Mikenge.

**Beni : des milliers des déplacés fuient les attaques ADF depuis quelques semaines.** Selon la société civile et des Organisations de Défense des droits de l'homme, ce déplacement de la population s'est accentué la semaine dernière à la suite de la résurgence des attaques des ADF dans la région. « Les secteurs de Beni-Mabu, Rwenzori et Watalinga traversent en ce jour un désastre sur le plan humanitaire. La plupart des populations dans ces entités ont fui. Sur 1.500.000 personnes qui vivent dans le territoire de Beni, nous réalisons que plus ou moins 5.550 mille sont des déplacés ».

**Nord-Kivu : les hommes armés sèment l'insécurité dans le territoire de Nyiragongo.** Les cas de kidnapping, des vols armés, des pillages deviennent de plus en plus le lot quotidien des habitants du territoire de Nyiragongo, affirme la coordination territoriale du mouvement de la société civile du Congo (MSCO). Cette structure citoyenne confirme que dans le groupement de Mudja, au moins trois cas de kidnapping ont été rapportés la semaine dernière, dans le village de Karungu et de Bugamba II. Toutes les victimes ont été libérées moyennant une rançon. Dans le groupement de Munigi c'est le même décor : une fille de sept ans a été kidnappée avant d'être relâchée, après trois jours de captivité, dans le village de Rukoko. Enfin, dans le groupement de Kibati, c'est une école qui a été pillée par les hommes armés.

**Maniema : un nouveau centre de santé voit le jour à Basoko.** Une nouvelle structure de Santé a été inaugurée lundi 31 août à Basoko, un quartier périphérique de la ville de Kindu. Cette structure a été construite par la fondation Mapon afin de répondre au besoin de cette population. Il s'agit d'un centre de santé de deux bâtiments, avec une capacité de 21 lits.

**Les gouverneurs des provinces de l'Ituri, Nord et Sud-Kivu reçus par le président Felix Tshisekedi.** La rencontre entre les gouverneurs Jean Bamanisa de l'Ituri, Carly Nzanzu du Nord-Kivu et Theo Ngwabidje et le président Tshisekedi a duré 5 heures de temps. Elle a porté sur « les contours de l'épineuse question sécuritaire », à l'Est du pays. Le Président de la république a réaffirmé sa détermination à ramener la quiétude dans cette partie. Il a aussi réitéré sa volonté d'une sortie de crise à travers une approche multisectorielle et a instruit chacun des responsables, dans la sphère de ses responsabilités de prendre en compte la question du développement communautaire afin de combattre la pauvreté.

**Nord-Kivu : les Fardc annoncent la neutralisation d'un chef rebelle de la faction FDLR à Rutshuru.** Selon le porte-parole de l'opération Sokola 2, le général autoproclamé Léon Mpiranya alias "Kagoma" a été tué, la nuit de jeudi à vendredi 28 août, dans la localité de Makoka, en groupement Binza, dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). C'est à l'issue d'une opération militaire qui ciblait, du 16 au 28 août dernier, cette faction dissidente des FDLR/FOCA et leurs alliés du Collectif des Mouvements pour le Changement, CMC/NYatura.

**Devant le Parlement européen, Dr Denis Mukwege a encore plaidé pour la mise en œuvre des recommandations du rapport Mapping.** Au cours de son exposé par visioconférence lors de la première réunion de la sous-commission des droits de l'homme du Parlement européen ce lundi 31 août, Dr Denis Mukwege a continué son plaidoyer en faveur de la paix en RDC et de la mise en œuvre des recommandations du rapport Mapping. Le Dr Mukwege a mené son plaidoyer sur deux fronts. D'abord sur le plan international. Il a ainsi rappelé la nécessité de créer un tribunal pénal international pour la RDC. Cela pour juger les auteurs des crimes des conflits en RDC : « La Cour Pénale Internationale n'est compétente que pour les crimes commis après juillet 2002, alors que l'inventaire effectué dans le rapport mapping couvre la période allant de 1993 à 2003. Cette situation qui fait honte à notre humanité commune ne peut plus durer ». Sur le plan national, il préconise la création des chambres spécialisées mixtes dans les juridictions congolaises : « Les experts des Nations-Unies ont préconisé en premier lieu l'instauration des chambres spécialisées mixtes au sein des juridictions congolaises où des

magistrats et des juges congolais siègeraient aux côtés de leurs homologues internationaux pour rendre justice aux victimes et contribuer au renforcement des capacités des organes congolais de poursuite et de jugement ».

**Ituri : plus de 200 camions bloqués et embourbés entre Sokotano-Mafifi depuis deux semaines.** A cela s'ajoutent certains camions qui se sont renversés à cause du mauvais état de la route qui ne fait que se dégrader, malgré les travaux de réhabilitation qui s'y exécutent. Pendant ce temps, les opérateurs économiques de l'axe Butembo-Beni-Komanda-Kisangani et Bunia, se disent inquiets de la qualité des travaux de réhabilitation qu'exécutent les attributeurs œuvrant sur ces axes routiers, notamment Safricas et Titans.

**Kongo-Central : des présumés bandits, récidivistes ayant bénéficié de la grâce présidentielle, présentés par la police.** Quatre bandits dont une femme arrêtés par la Police. Deux sont des acolytes d'un certain "Bukerty", chef de bande de l'écurie Ntshangu, recherché par la police. Ils sont arrêtés pour avoir participé à une bagarre entre gangs, ayant causé mort d'homme le 25 août dernier au quartier Nord à Matadi. L'autre se nomme "Café", un voleur réputé habitant Kingabua à Kinshasa. Quant à la femme, elle est poursuivie pour avoir caché des bandits dans sa maison.

**Ituri : 5 villages vidés suite aux conflits armés.** Suite aux multiples exactions commises par les groupes armés actifs dans la région, les villages Tumbiabo Kabungane, Marungane et Honzabo ne sont plus habités par leurs populations en fuite. Hommes, femmes et enfants, même les autorités coutumières, tous ont quitté la zone suite à l'activisme des miliciens de la Force Patriotique et Intégrationniste du Congo (FPIC). Toujours d'après des sources sur place, c'est lorsque des soldats des FARDC ont lancé des opérations de traque contre ces inciviques que les rares personnes qui se trouvaient encore dans ces entités ont décidé de vider les lieux. Cette population déjà traumatisée par ces violences, vit actuellement dans des conditions difficiles : aucune prise en charge alimentaire ni médicale, des femmes accompagnées de leurs enfants exposées aux intempéries en pleine forêt. Une situation qui va encore augmenter les traumatismes chez ces milliers d'habitants qui se retrouvent aujourd'hui dispersés dans tous les sens dans la forêt.

**Martin Fayulu et Théodore Ngoy demandent la destitution du président Tshisekedi.** Ils accusent le Président de la République Félix Tshisekedi de violer la constitution en nommant les deux juges de la Cour constitutionnelle à la Cour de cassation alors qu'ils sont en plein mandat. Il s'agit du juge Noel Kilomba et son collègue Obulu. Pour eux, la constitution n'autorise pas cette permutation. Ils ajoutent que cette violation intentionnelle de la constitution devrait pousser les deux chambres du Parlement réunies en Congrès d'accuser le président de la République de haute trahison. Augustin Kabuya, secrétaire général de l'UDPS réplique : « C'est le FCC qui est derrière ça. Mais M. Fayulu doit comprendre une chose : il avait monté un coup à Genève, ce coup-là n'avait pas réussi. Le chef de l'Etat n'a jamais violé la constitution. Le FCC a déjà un schéma qu'il a déjà planifié pour nous faire du mal. Nous sommes au courant de leurs plans et nous allons nous défendre ».

**Kasaï : situation humanitaire « dramatique » à Bakuakenge.** L'agence onusienne a commencé la semaine dernière la distribution des articles ménagers notamment des bâches pour permettre aux milliers de déplacés qui ont perdu leurs habitations d'avoir un abri temporaire. « Nous avons assisté à une destruction massive des maisons, des moyens d'existence, des dépôts, des greniers, des moulins, qui ont été complètement brûlés. Donc, la situation est dramatique, pour ne pas dire catastrophique », explique Ali Mahamat. Jusqu'au dimanche dernier, l'on avait enregistré 22 700 personnes contraintes de fuir leurs habitations lors des violences à Bakuakenge. La plupart de ces personnes sont hébergées par plus de 6 000 familles d'accueil qui ont vu leurs ressources baisser sensiblement. Bakuakenge a été le théâtre d'un conflit communautaire au début du mois d'août. Cette localité où cohabitent plusieurs communautés est disputée par le Kasaï et le Kasaï-Central.

**Yvette Kapinga désignée commissaire en charge de la promotion de la femme au sein de la CEEAC,** dont la RDC est membre. Titulaire d'une maîtrise en administration publique et relations internationales de la Bowling Green State University (Etats-Unis), Mme Kapinga Ngandu était coordinatrice du projet de coopération ONU-UA-CER en médiation auprès de la Direction Paix et Sécurité de la Commission de l'Union Africaine.

**La situation économique mondiale peut impacter négativement l'économie congolaise (CCE).** L'évolution de la situation économique est inquiétante au plan mondial, les efforts fournis par le Gouvernement de la République, avec l'accompagnement de la Banque centrale du Congo (BCC), depuis la signature du Pacte de Stabilité du Cadre Macro-économique et Monétaire, donne des bons résultats. Pour preuve, le taux de change est resté stable depuis la dernière évaluation, et l'on observe également un net ralentissement du rythme de formation des prix, renseigne la Primature. La note d'information relative à la production minière examinée par le Comité de conjoncture, a révélé que le prix du Cuivre a connu encore une légère augmentation et a franchi la barre de 6.000 dollars la tonne. Le prix du Cobalt se situe à plus de 33.000 dollars Américains la tonne métrique et l'Or aussi continue à bien se comporter sur le marché mondial.

**Mercredi 2 septembre.**

**Coronavirus à Butembo : deux cas positifs notifiés à la prison de Kakwangura.** « Lors que notre prison centrale de Kakwangura connaît cette difficulté (il y a deux cas positifs de Covid-19), nous sommes tenus de nous intéresser et de voir comment on peut bloquer cette chaîne de contamination. Alors nous avons déjà posé des actes avec le personnel de santé, il y a les deux cas qui sont déjà isolés au sein même de la prison, on les a confinés dans une cellule afin de suivre leur comportement épidémiologique », a déclaré le maire de Butembo. Il indique également qu'une équipe de riposte sera affectée pour s'occuper uniquement des cas des prisonniers. Cette maison carcérale héberge plus de six cents détenus. **Coronavirus au Nord-Kivu : la ville de Butembo dotée de deux respirateurs pour les malades.** Ce matériel est une dotation de l'hôpital Heal Africa de Goma. Au-delà de cette dotation, Heal Africa a également renforcé les capacités des anesthésistes réanimateurs des zones de santé de Beni, Butembo et Katwa en matière de prise en charge des malades de coronavirus. Selon le Dr Jean-Pierre Kigayi de l'hôpital Heal Africa, le but est d'alléger la souffrance des malades et de limiter le taux de mortalité dû au coronavirus à Butembo. **Coronavirus dans le Haut-Katanga : pas de cas confirmés depuis deux semaines.** Le cumul de cas positifs au Covid-19 se maintient à ce jour à 314 cas avec 15 décès. Selon le ministre provincial de la santé du Haut-Katanga, les bons chiffres de ces deux dernières semaines ne devraient pas occulter le fait que la maladie est bien présente dans la province. Il s'inquiète par ailleurs du relâchement observé au sein de la population pour ce qui est du respect des gestes-barrières.

**Nord-Kivu : le commandant des opérations Sokola 1 Axe Sud encourage les bonnes relations entre civils et militaires.** Le général Patrick Opia a formulé cette recommandation lundi 31 août au cours d'une rencontre qu'il a présidée à Kirumba avec les représentants des couches sociales. C'était à la suite de la tension qui a prévalu sur place samedi 29 août lorsque des militaires ont tiré plusieurs coups de balle de feu en l'air pour venger leur compagnon d'arme sauvagement tabassé par des inconnus. Il indique que le militaire tabassé sera bientôt transféré à Goma vu son état critique. Son arme ravie n'a toujours pas été retrouvée. Cet officier général des FARDC affirme que ce cas d'agression des militaires est le deuxième dans la zone en l'espace de moins d'une semaine. La première victime était d'ailleurs morte. Pour lui, si cette situation continue, les ennemis de la paix pourraient en profiter pour s'infiltrer.

**Lancement du projet « femme de paix au Kasai-Oriental » par la fondation "Moyo".** Plus de 200 femmes victimes des violences sexuelles, les communautés en conflits, les personnes vivant avec handicap et albinisme, ainsi que les organisations qui luttent contre les violences basées sur le Genre bénéficieront des formations sur la promotion de la paix, de l'encadrement psycho-social, judiciaire et de la réinsertion économique. Ces femmes sont bénéficiaires du projet de la fondation Moyo dénommé « Femme de paix » lancé lundi 31 août à Mbuji-Mayi. D'après le Président de la Fondation Moyo, Célé Kabangu, ce projet appuyé financièrement par ONUFEMMES vise à intégrer le leadership féminin dans la lutte contre les violences sexuelles et la résolution pacifique des conflits au Kasai-Oriental.

**Kananga : les acteurs de la société civile en atelier sur les migrations transfrontalières.** L'ONG Cause Rurale organise depuis mardi 1er septembre un atelier de trois jours au profit des acteurs de la Société Civile venus de tous les territoires du Kasai-Central. Organisés sous le thème « Migrations transfrontalières et Violences faites aux femmes et jeunes filles », ces travaux visent une réflexion profonde dans le cadre du programme de la promotion de la dignité et de la protection de droits des femmes et de la jeune fille dans notre pays. D'après la Coordinatrice de "Cause Rurale", le taux élevé du chômage et la recherche de bien-être sont quelques-unes des raisons qui poussent les congolais à migrer vers l'Angola. Elle déplore cependant le non-respect de la politique de bon voisinage et autres engagements réciproques par les autorités angolaises. C'est ainsi que depuis 2003, les congolais sont expulsés de manière barbare et cruelle et sont victimes des diverses violations. Pour elle, cette situation est à la base de plusieurs conséquences notamment les grossesses précoces, la prostitution forcée, les enfants non accompagnés, les orphelins, les épidémies, la disette même dans les milieux d'accueil, etc.

**Les organisations paysannes de Bulungu et Kikwit sollicitent 35 000 USD pour relancer leurs activités.** Pour le directeur exécutif adjoint de l'ONG « Tous unis pour bâtir » (Tuba kwilu), qui encadre ces organisations paysannes, leurs activités ont subi le contrecoup négatif de la pandémie du Coronavirus avec l'état d'urgence sanitaire : « Nous avons tout perdu à cause des mesures de distanciation sociale, beaucoup de gens ne venaient plus pour faire les récoltes. Ils avaient peur d'être contaminés. D'où, certaines de nos récoltes sont restées dans les champs. Et c'est la saison A qui commence, nous avons besoin du soutien financier : 35 000 dollars pour relancer toute l'agriculture que nous avons commencée. Nous avons 600 personnes que nous encadrons, mais il nous faut un soutien financier ».

**Tshopo : 3 mois de servitude pénale pour un enseignant qui a causé la mort de son élève à Kisangani,** et est astreint au paiement d'une somme de 150.000 FC d'amendes. Il était poursuivi par le Ministère public pour coups et blessures ayant entraîné la mort de son élève, Gemina Ofuseka, âgée de 12 ans et élève de 6e année primaire. Par ce verdict, le Tribunal de Grande Instance de Kisangani disqualifie donc l'infraction d'homicide intentionnelle mis à la charge du prévenu. Le Tribunal a retenu plutôt celle de coups et blessures volontaires simples. Rappelons que l'incident s'était déroulé le mercredi 19 août dernier. Au retour de l'école, la fille se plaignant de maux de tête atroces aurait confié à ses parents que cela était consécutif aux nombreux coups de fouets lui administrés par son maître. La fille avait rendu l'âme vers 21 heures.

**Nord-Kivu : arrestation d'un militaire Fardc qui a tiré à bout portant sur un civil à Mavivi.** Selon le porte-parole de l'armée, tout est parti d'une dispute entre cet homme en uniforme qui prenait un verre avec la victime ; une dispute qui, malheureusement s'est soldée par des tirs d'arme qui ont atteint la victime à la jambe et aux épaules. Tout en condamnant cet acte, le porte-parole de l'armée appelle la population au calme.

**Tanganyika : la représentante régionale du HCR en visite de travail à Kalemie.** La représentante régionale du HCR, Liz Ahia, s'est ensuite rendue au site des réfugiés burundais situé au village Tabacongo, 18 km au Nord-Est de Kalemie. Puis, ce fut une visite aux déplacés internes du site d'Eliya situé à 17 km au Nord-Est de Kalemie. A Kalemie, elle s'est rendue au ministère provincial de l'intérieur pour remettre du matériel d'enregistrement des naissances composé de computer, registres.

**Leïla Zerrougui : « Ceux qui ont tué des enfants alors qu'ils passaient leur examen sont des criminels ».** « Les enfants qui ont été tués à Masisi au moment où ils passaient leurs examens, je trouve ça terrible. C'est inacceptable. Ceux qui ont tué des enfants sont des assassins qu'il faut identifier et traduire devant la justice pour répondre de leurs actes. » La cheffe de la Monusco dénonce aussi le fait que certains enfants ont été privés de passer leurs examens à Mikenge parce que les milices s'affrontaient dans les hauts Plateaux. **La Monusco n'est pas partie prenante dans un processus qui débouche sur l'amnistie et l'intégration des groupes armés dans les Fardc** ainsi que l'attribution des grades aux seigneurs de guerre. Pour la cheffe de la mission onusienne c'est impensable de récompenser des gens qui ont pris les armes contre leur pays et leurs populations. « Moi, je passe mon temps pour dire, qu'il ne faut pas les intégrer dans l'armée. Même quand ils déposent les armes, il ne faut pas accepter l'amnistie. Il faut se battre pour que ces gens demandent pardon et rendent compte. Ça fait 20 ans que ces gens survivent parce que, ils sont récompensés. Il faut arrêter. On a été très claire, que si le processus mène à l'intégration dans l'armée ou à discuter des grades, la Monusco n'est pas concernée par ça », a affirmé Mme Leïla Zerrougui.

**Lubumbashi : la Police traque des véhicules sans plaque pour lutter contre l'insécurité.** Les véhicules sans plaques d'immatriculation et ceux ayant de laissez-passer sont interdits de circuler dans la ville de Lubumbashi. Pour le responsable de la police ceci entre dans la lutte contre l'insécurité car la plupart des bandits opérant dans la ville ont ce genre de véhicules.

**Mercredi 3 septembre.**

**Coronavirus en RDC : « la situation varie selon les province »,** Pr Jean-Marie Kayembe, responsable de la prise en charge des patients de covid-19 en RDC. « La situation globale est en dents de scie. Nous avons par exemple le premier cluster au niveau général qui était Kinshasa où la situation semble un tant soit peu maîtrisée. Mais nous assistons dans certaines provinces, notamment le Nord-Kivu, à une augmentation de cas. Nous pensons que la situation est différente dans les provinces compte tenu de la préparation qui n'a pas toujours été la même un petit peu partout», a indiqué le professeur Jean -Marie Kayembe, responsable de la prise en charge des patients de covid-19 en RDC. Pour cela, il affirme travailler avec les structures provinciales pour une bonne prise en charge des patients afin de casser la chaîne de nouvelles contaminations. La RDC compte 10 114 cas confirmés dont 9 347 guéries et 259 décès.

**Nord-Kivu : une dizaine de personnes kidnappées à Nyiragongo entre juillet et août (officiel).** Le kidnapping des civils a été l'une de principales préoccupations sécuritaires des deux derniers mois dans le territoire de Nyiragongo, au Nord-Kivu. Selon l'administrateur intérimaire du territoire de Nyiragongo, durant les mois de juillet et août 2020, une dizaine de personnes ont été kidnappées dans les groupements de Muja et Rusayu. La plupart de ces victimes ont été libérées après versement de fortes rançons. Le député national élu dans cette entité, estime qu'un renforcement de la capacité de réaction des forces de sécurité déployées dans le milieu est urgent pour une solution.

**Ituri : 2 militaires tués et 8 miliciens FPIC neutralisés lors d'une attaque à Walu.** Selon le porte-parole des Fardc en Ituri, pendant ces accrochages qui ont duré plus d'une heure, les miliciens ont réussi à piller plusieurs biens de la population. Par ailleurs, le porte-parole des Fardc en Ituri, précise que la traque de ces miliciens continue notamment dans

un autre centre minier en territoire de Mambasa où deux éléments maï-maï du groupe "Alaise" ont été neutralisés ; deux armes de type AK 47 et une munition de calibre 12 ont également été récupérées par les forces de l'ordre.

**Nord-Kivu : les acteurs socio-politiques de Beni proposent des pistes des solutions pour mettre fin aux massacres.** Le maire intérimaire de Beni, estime que ces dernières tueries s'expliquent par le fait que lorsque les ADF se sentent acculés par les opérations des FARDC, ils ont tendance à se venger sur les paisibles citoyens. Ainsi, pour arrêter ces massacres, le Maire propose l'exploitation de la diplomatie et l'appui aux FARDC. Le vice-président du Conseil d'administration du Centre d'études pour la promotion de la paix, la démocratie et les droits de l'Homme (CEPADHO), aborde dans le même sens, en précisant que le travail doit être fait en amont, c'est-à-dire dans les pays où les ADF s'approvisionnent en armement, en termes de ressources financières et humaines. Cependant, le coordonnateur de l'ONG Forum de Paix de Beni, Me Justin Matete, pense que l'approche militaire a suffisamment montré ses limites. C'est pourquoi cette organisation recommande au gouvernement d'envisager un dialogue avec les rebelles ougandais des ADF. En deux semaines, 59 civils ont trouvé la mort.

**Maï-Ndombe : les habitants du village Beronge plaident pour la construction des infrastructures scolaires et sanitaires dans la contrée.** Selon un des notables du village Beronge situé dans le territoire de Kiri, Dialon Bitumba, les établissements scolaires et sanitaires de cette contrée sont tous dans un état de délabrement avancé. L'EP Nka Mpanga, construite en 1934 n'a aucune fois été bénéficiaire d'une quelconque réhabilitation. L'hôpital secondaire de Beronge construit depuis plusieurs décennies, se trouve aussi dans un état qui ne permet pas aux malades de bénéficier des soins de qualité. Il lance ainsi un cri d'alarme auprès des autorités tant nationales que provinciales ainsi qu'à toute personne de bonne volonté de venir en aide.

**Bukavu : l'UNPOL forme la Police des frontières sur les renseignements généraux.** Selon la cheffe Secteur UNPOL à Bukavu par intérim, le renseignement est l'une des bases fondamentales de la réussite de l'action de police. Malheureusement, le constat fait est que cette mission n'est pas bien connue, ni maîtrisée par les policiers de différentes unités territoriales. Pour remédier à ces lacunes, l'UNPOL/Bukavu a mis en œuvre ce projet d'initiation en renseignements afin de placer la recherche et la collecte du renseignement au centre des missions de tous les policiers pour une grande efficacité des actions menées sur le terrain. Cette formation de la PNC par l'UNPOL qui a duré une semaine, a pris fin ce jeudi 3 Septembre.

**Ituri : divergence au tour de la mission des anciens chefs de guerre à Djugu.** Une délégation des anciens chefs miliciens de l'Ituri est active depuis plus d'un mois dans cette province. Elle a été envoyée par le Président de la République pour sensibiliser le groupe armé Codeco à adhérer au processus de paix. Selon le porte-parole de cette délégation, les accords signés par ces éléments sont un pas vers la cohabitation pacifique entre les communautés et la fin des atrocités. Patrick Manzanga, un des acteurs politiques qualifie cette délégation de structure informelle. Il estime que cette mission pèse lourdement sur le budget de l'Etat. Pour lui, le gouvernement congolais devrait plutôt mobiliser des fonds pour les services de sécurité.

**Dossier Bukanga Lonzo : Matata Ponyo saisit l'Inspecteur général des finances pour un audit.** Dans sa lettre, Matata Ponyo rappelle que le projet du parc agro-industriel de Bukangalonzo a été lancé en 2014. Les travaux se sont bien exécutés jusqu'à son mandat en 2016. Par la suite, indique Matata Ponyo, le projet s'est brusquement arrêté parce qu'aucun paiement n'a plus été effectué à son profit à partir de 2017. « Il serait dès lors recommandable, au regard des appréhensions de mauvaise gouvernance évoquées précédemment, que l'Inspection Générale des Finances se saisisse du dossier, contrôle l'ensemble des comptes inhérents à ce projet, dès le début des travaux jusqu'à ce jour, afin que la lumière soit établie sur l'ensemble des opérations financières liées à ce projet, et que toutes les responsabilités de détournement éventuel des fonds publics soient établies », peut-on lire dans la lettre adressée à l'Inspecteur General des Finances Augustin Matata Ponyo insiste sur le fait que la gestion technique et financière dans sa globalité avait été confiée au consortium sud-africain AFRICOM Commodities.

**Nord-Kivu : deuxième décès dans la prison de Kangbaya par manque de nourriture.** Construite initialement pour accueillir 150 personnes, cette maison carcérale héberge actuellement 1.360 détenus, précise cette source. Conséquence : des centaines de prisonniers passent la nuit sur le pavé et d'autres souffrent de malnutrition. L'unité pénitentiaire de la Monusco/ Beni mène un plaidoyer auprès des autorités pour l'amélioration de la situation alimentaire et le renforcement des mesures de surveillance sanitaire des détenus de cette prison ainsi que le transfèrement des détenus malades vers l'hôpital.

**Nord-Kivu : double assassinat à Beni.** Double assassinat mercredi 2 septembre dans la ville de Beni : un militaire des FARDC a tiré sur sa femme tandis qu'un motard a été tué par des hommes armés non identifiés. Les organisations de la société

civiles en ville de Beni dénoncent la hausse de la criminalité dans la ville ; elles demandent aux services de sécurité de mener des enquêtes pour mettre la main sur les auteurs des assassinats que l'on enregistre dans la ville ces derniers temps.

**Tshopo : 5 personnes tuées et une dizaine d'autres blessées dans des accrochages entre deux villages à Yahuma.** La bagarre a éclaté lorsqu'une information faisant état de l'empoisonnement de l'Administrateur Gestionnaire de l'Hôpital général de Yahuma par l'infirmier titulaire est parvenue aux oreilles des habitants des deux villages coalisés. Le Ministre provincial de l'Intérieur, qui confirme les faits, se réserve actuellement de se prononcer sur le bilan. Par ailleurs, il exhorte les parties en conflit à résoudre leurs différends par le dialogue car souligne-t-il, leur milieu étant enclavé, l'intervention de la police déjà en sous-effectif n'est pas toujours évident.

**Sud-Kivu : la société civile salue la déclaration de Leila Zerrougui sur l'amnistie et l'intégration des groupes armés au sein des Fardc.** "Au niveau du gouvernement, au niveau de la coordination interprovinciale chargée du désarmement, de la démobilisation et la réintégration communautaire nous sommes d'accord qu'aucun chef de guerre ne sera récompensé, du fait que la récompense que l'on a donnée suite au phénomène du brassage pendant des années , cela a contribué à l'augmentation non limitée de différents groupes armés et nous pensons que cela doit cesser si nous voulons la paix".

**Equateur : réinsertion de la première malade guérie d'Ebola à Lilanga-Bobangi.** La première malade guérie d'Ebola a bénéficié de la réinsertion sociale mardi 1er septembre, dans la zone de sante de Lilanga-Bobangi. Il s'agit d'une femme d'une trentaine d'années, mère de 10 enfants. Elle a été déchargée après sa prise en charge d'environ un mois au centre de traitement. C'est depuis le 10 août dernier que la dame a été prise en charge. Après plus de 20 jours de traitement, ses deux derniers tests ont été négatifs, avant d'être relâchée. Le mardi avant sa sortie, l'équipe mixte venue de Mbandaka a commencé par la sensibilisation. D'abord auprès de sa famille en vue de faciliter sa réinsertion au village Ekele.

**Sud-Kivu : une marche pour dénoncer des menaces de mort contre Dr Mukwege et contre l'insécurité à Bukavu.** Toutes les forces vives de la communauté sont descendues dans la rue aux côtés des femmes victimes des violences sexuelles qui bénéficient des soins et l'encadrement de Docteur Mukwege dans son Hôpital de Panzi. Sur les calicots on pouvait lire : "Mukwege est un patrimoine de la RDC, le menacer de mort c'est chercher à enterrer l'espoir du peuple Congolais qui attend une justice équitable à travers le plaidoyer que le prix Nobel Denis Mukwege mène auprès de la communauté nationale et Internationale". Mukwege serait combattu par ceux qui ont commis des crimes graves contre l'humanité.

**Kasaï-Central : une ONG déplore de conditions inhumaines des détenus à la prison de Luiza.** D'après le coordinateur de l'ONG "Enfant Avenir", Me Pierre Bibombe, les détenus de la prison de Luiza vivent dans l'enfer à ciel ouvert. Selon lui, pour mettre fin à cette situation, l'Etat devrait faciliter les conditions de l'administration rapide de la justice dans ce territoire et s'impliquer aussi à améliorer les conditions de vie des détenus.

**Le BCNUDH a documenté 739 violations des droits de l'homme en juillet.** Sur l'ensemble du territoire, les agents de l'Etat sont responsables de 44% des violations documentées, dont les exécutions extrajudiciaires de 55 personnes, dont au moins 11 femmes et deux enfants, tandis que 56% ont été commises par des combattants de groupes armés, dont les exécutions sommaires de 248 personnes, dont au moins 34 femmes et 11 enfants. Plus de 94% des violations documentées en juillet ont été commises dans les provinces affectées par les conflits (695 violations), entraînant la mort d'au moins 294 civils, dont au moins 43 femmes et 13 enfants. Les groupes armés restent les principaux auteurs avec 59% des atteintes documentées. Parmi toutes les parties au conflit, les principaux auteurs sont les militaires des Fardc (24%), tandis que parmi les groupes armés ce sont les combattants Nyatura qui ont commis la majorité des atteintes aux droits de l'homme documentées (22%). La province du Nord-Kivu demeure la plus affectée (383 violations, soit 55% des violations commises dans les provinces en conflit). Elle est suivie de l'Ituri (95 violations), des trois provinces du Kasaï (81 violations), du Tanganyika (59 violations) et du Sud-Kivu (51 violations) En juillet, 30 femmes ont été victimes de violences sexuelles liées aux conflits, une diminution par rapport au mois précédent (52 victimes).

**Beni : le CEPADHO salue l'opposition de la Monusco à l'amnistie en faveur des membres des groupes armés.** « Le Centre d'études pour la promotion de la paix et les droits de l'homme salue la franchise et la lucidité qui ont caractérisé la Monusco sur la décision consistant à s'opposer à l'amnistie en faveur des membres des groupes armés, candidats à la reddition, à la démobilisation ou à la réintégration dans les Fardc. Notre organisation soutient et s'approprie le point de vue de cheffe de la Monusco, madame Leila Zerrougui, tel que rendu public il y a peu. Cela, étant donné que ce point de vue traduit les attentes de tous les Congolais épris de paix et de justice », explique le vice-président du conseil d'administration de CEPADHO.

**Un mort dans des incidents entre habitants de deux villages à la limite entre le Kasai-Central et le Kasai-Oriental.**

Des incidents ont éclaté mardi entre les habitants de la localité Tshimpanga au Kasai-Central et ceux de la localité de Lembalemba au Kasai-Oriental. Les circonstances de ces incidents ne sont pas clairement connues pour le moment. Mais le ministre de l'Intérieur du Kasai-Central parle d'une incursion des habitants de Lembalemba dans les champs des habitants de Tshimpanga. Alors que plusieurs témoignages font état d'un conflit de limite entre les deux provinces, le ministre écarte cette hypothèse et évoque, sans plus de détails, «un problème économique». Pour l'heure, la priorité est au retour à la paix.

**Masisi : le gouvernement prend des dispositions pour que les centres d'examens ne soient pas attaqués,** a affirmé ce jeudi 3 septembre à Rubaya, le vice-ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique, Didier Budimbu. Ce dernier affirme qu'il a apporté une assistance et un message de réconfort du gouvernement central aux familles de deux élèves finalistes du primaire tués la semaine dernière alors qu'ils s'apprêtaient à passer leurs épreuves. Dans le Masisi, le vice-ministre de l'EPST a visité 3 centres où se tiennent les épreuves hors session de l'Examen d'État : centres de Rubaya, Sake 1 et Sake 2.

**Vendredi 4 septembre.**

**Des miliciens de la Codeco envahissent la ville de Bunia.** Ces miliciens du groupe armé de la Codeco ALC sont venus de localités d'Ezekere, Kantoni et de Zumbe au sud-est de la ville. Ils ont investi très tôt ce matin la prison centrale de Bunia. Certains sont armés de fusils, d'autres de bâtons et portent des bandeaux blancs sur la tête. Pour le moment, l'armée est déployée autour et à l'intérieur de cette maison pénitentiaire. Les deux camps se regardent en chien de faïence. La population, qui cherche à pousser les forces de l'ordre à intervenir, jette des pierres en direction de ces miliciens. Certains jeunes des quartiers périphériques parlent de résistance populaire et promettent de protéger la ville si les forces de l'ordre n'interviennent pas. La police a lancé des gaz lacrymogènes pour essayer de disperser certains jeunes en colère. A l'heure qu'il est, le maire de la ville et les autorités militaires négocient avec ces assaillants pour qu'ils évacuent les lieux et pour éviter un accrochage entre les deux camps. La Monusco, depuis ce matin, a placé ses troupes en alerte maximale pour faire face à toute éventualité.

**Les miliciens de CODECO se retirent de la ville, la population en colère.** Les forces de l'ordre ont réussi à négocier avec ces miliciens pour vider les environs de prison centrale qu'ils ont investi depuis ce matin. Ces assaillants sont transportés dans des camions de l'armée pour le faire retourner dans leurs lieux de provenance. Ce qui a énervé la population. Quelques minutes avant leur retrait, les forces de l'ordre ont tiré plusieurs coups de feu pour disperser certains habitants en colère qui jetaient des pierres sur ces miliciens. La population redoute l'infiltration de ces hommes armés dans certains quartiers pour planifier une nouvelle invasion de la ville. Le maire de Bunia se veut rassurant et exhorte ses administrés à la vigilance. Les marchés, les écoles et les maisons de commerce sont restées fermées toute la journée suite à cette présence des miliciens de la Codeco.

**L'ONG Voix des sans voix (VSV) se réjouit de l'arrestation de Christian Ngoy et demande qu'il soit rapidement jugé.** Selon l'ONG Voix des Sans Voix pour les droits humains à Kinshasa, l'arrestation jeudi 3 septembre, à Lubumbashi, du Christian Ngoy, l'un des présumés assassins de Floribert Chebeya et Fidèle Bazana, deux défenseurs des droits humains, et son transfèrement à Kinshasa, est un signal fort dans la lutte contre l'impunité et le régime des intouchables. «Avec l'arrestation de Christian Ngoy, il y aura la réouverture du procès afin que toute la vérité soit connue » (Justicia) Juticia Asbl, une ONG de défense de droits de l'homme basée à Lubumbashi salue l'arrestation du Colonel Christian Ngoy Kenga Kenga. Il était condamné par défaut dans le double meurtre de Floribert Tshebeya et Fidèle Bazana en 2010. «Aujourd'hui coup de chapeau à nos autorités qui viennent de démontrer que l'Etat de droit n'est pas un slogan vain. Nous exigeons la réouverture du procès Floribert Tshebeya pour que la population connaisse toute la vérité autour de cet assassinat».

**Ituri : la société civile et les analystes proposent des pistes de solutions pour restaurer la paix.** Les miliciens de la Force patriotique et intégrationniste du Congo (FPIC) ont attaqué mercredi dernier une unité des Fardc à Walu en Ituri. Les combats qui ont duré environ une heure, ont causé la mort de deux militaires des Fardc et de huit miliciens. Cette attaque se produit dans un contexte où des initiatives sont en cours pour ramener la paix dans cette province. Des acteurs de la société civile et certains analystes des questions militaires tentent d'analyser cette nouvelle attaque et font des propositions pour mettre fin à cette insécurité persistante en Ituri. Le député national Gratien de Saint Nicolas Iracan, élu de Bunia ville, affirme que cette nouvelle attaque des miliciens de la FPIC est la réaction à la non prise en compte par le gouvernement central, des revendications de certaines communautés de l'Ituri. Pour pacifier de manière durable la province de l'Ituri, Didier Bitaki ancien membre des groupes armés, suggère notamment l'insertion de ces miliciens au sein des Fardc, parce selon lui, il n'y a pas des solutions militaires aux problèmes de l'insécurité à l'est de la RDC. La société civile également, pense que la solution passe effectivement par l'implication personnelle du chef de l'Etat dans la restauration de la paix.



Mais, ajoute coordonnatrice intérimaire de la société civile de l'Ituri Mme Marie Noëlle Nyaloka, il faut également initier des poursuites contre tous les coupables des crimes. Ces trois personnes sont convaincues que la prise en compte des revendications de différentes communautés de l'Ituri est l'unique clé au rétablissement de la paix dans cette province.

**Maniema : 5 morts et 5 blessés graves dans un nouvel éboulement de terre à Mukulungu**, dans le territoire de Kasongo (Maniema). Il y a près d'une semaine seulement, le même phénomène s'est produit dans le groupement Mirundu du même territoire. Le ministre provincial de l'Intérieur déclare que ces sites ont été immédiatement fermés.

**Samedi 5 septembre.**

**Kinshasa : la police disperse le sit in contre l'ambassadeur du Rwanda.** Selon le coordonnateur adjoint du Forum des défenseurs internationaux des droits humains (FODIDH) les manifestants ont été dispersés à coups de gaz lacrymogènes par la police, qui leur a empêché l'accès aux installations de l'ambassade du Rwanda en RDC. Dans une déclaration faite à la presse, il a déclaré que les mouvements citoyens et autres activistes des droits de l'homme vont continuer à exiger l'expulsion de l'ambassadeur du Rwanda de la RDC, pour ses propos en rapport avec la négation des massacres de Kasika, au Sud-Kivu.

**Matadi : pas de véhicule pour acheminer les prévenus au tribunal.** Pour comparaître devant les juges au tribunal de grande instance de Matadi et retourner en prison après la comparution, les prévenus de la prison centrale de Matadi, dont le nombre dépend de l'extrait de rôle des audiences de la journée, parcourent près d'un kilomètre à pied, ligotés les uns aux côtés des autres, en arpentant ruelles et marché, sous l'encadrement de cinq policiers seulement. D'après l'extrait de rôle de jeudi dernier, 67 prévenus en détention étaient programmés pour les audiences. Mais, l'effectif des policiers commis pour les acheminer est moindre, étant donné qu'ils le font à pied. Ces policiers n'ont pu acheminer que 36 sur les 67 attendus pour la comparution.

**Kasaï-Oriental : plusieurs maisons incendiées dans un conflit communautaire Katanda.** Cette situation fait suite à la résurgence d'un vieux conflit foncier qui oppose les habitants des groupements de Bena Nshimba, Bena Muembia et Bena Kapuya. La société civile locale fait état de « blessés non dénombrés », mais d'aucune perte en vie humaine. Les sources de la société affirment que les disputes, qui ont opposé depuis mercredi dernier les habitants de Bena Nshimba et les Bena Kapuya, se sont poursuivies ce vendredi entre eux. C'est ainsi que plusieurs maisons de Muembia et celles de Bakwa Tshitolo ont été incendiées depuis jeudi jusqu'à ce vendredi. Les forces armées sont mises à contribution pour rétablir l'ordre.

**Kinshasa: les autorités annoncent la distribution de 6 millions de moustiquaires imprégnées.** Cette distribution est prévue dans le cadre du projet de la campagne de lutte contre le paludisme initié par le ministère de la santé en collaboration avec ses partenaires notamment le programme national de lutte contre le paludisme (PNLP) et la Santé rurale SANRU.

**Bunia : reprise d'activités après l'invasion de la milice Codeco.** Le calme est revenu depuis ce samedi 5 septembre matin dans la ville de Bunia (Ituri), après le retrait des assaillants de la Codeco qui l'avaient envahie la veille. Toutes les activités ont repris normalement. Cependant, des militaires des Fardc et des policiers sont encore déployés à certains endroits pour sécuriser la ville. Cependant, certains habitants indiquent que des miliciens armés sont perceptibles à la périphérie du quartier Kindia, qui partage la limite avec le groupement Penyi ; où sont regroupés ces hommes armés.

**Bukavu : manifestation des étudiants après le meurtre de leur collègue**, la veille, par des hommes armés non autrement identifiés au centre-ville. Les étudiants indiquent qu'il est inadmissible que dans une ville comme Bukavu un étudiant soit lâchement abattu et qu'aucune enquête ne soit diligentée pour identifier et punir le coupable. Ces étudiants ont sillonné la ville mettant en évidence la photo de leur camarade tué. Furieux et désemparés, les étudiants de Bukavu appellent les autorités à les sécuriser ; car c'est eux « les dirigeants de demain. »

**Felix Tshisekedi exige l'annulation d'exonérations fiscales accordées illégalement.** Toute exonération fiscale, non-fiscale et douanière, octroyée par simple lettre ou sans arrêté ministériel émis selon la procédure légale doit être annulée sans aucun délai, a décidé le conseil des ministres vendredi 4 septembre sous la direction du président Felix Tshisekedi. Cette décision intervient à la suite des résultats préliminaires de l'examen des exonérations et allègements fiscaux réalisé par l'Inspection générale des finances (IGF). Ces résultats préliminaires révèlent que certaines des exonérations et allègements fiscaux, quoique prévus par la loi, ont été octroyés en violation de la réglementation en vigueur.

**Dimanche 6 septembre.**

**La milice Codeco multiplie des actes de pillage à Djugu et Irumu.** Des miliciens du groupe armé Codeco ont emporté environ trois cents vaches vendredi au village de Mbetsi au bord du lac Albert en chefferie de Bahema Banywagi dans le territoire de Djugu (Ituri). Selon les autorités coutumières locales, des militaires des Fardc ont réussi à récupérer quelques bêtes après accrochages avec les assaillants. D'autres cas de pillage par ces hommes armés ont été signalés la nuit de vendredi à samedi 5 août au village de Mbandoni. Les victimes déplorent que le gouvernement laisse ces assaillants « vivre sur le dos de la population déjà paupérisée par la guerre. » Depuis le regroupement des miliciens de la Codeco au groupement Penyi en secteur de Walendu Tatsi à une dizaine de km de Bunia, les cas de pillage par cette milice se multiplient dans certaines localités de territoires d'Irumu et de Djugu.

**Kwilu: la société civile d'Idiofa se plaint de l'insuffisance des magistrats.** Selon elle, la dernière mise en place opérée par le Conseil supérieur de la magistrature a entraîné un vide des magistrats et il ne reste que trois magistrats pour le parquet et le tribunal de paix. Cette situation cause plusieurs difficultés au sein de l'appareil judiciaire d'Idiofa. Cette situation a entraîné notamment la lenteur dans le traitement des dossiers, à cause de l'équipe très réduite des magistrats, et la non-organisation des chambres foraines. Autre difficulté, les trois magistrats restés passent des journées entières au travail et « ne rentrent à la maison que le soir, très fatigués et sont coupés du reste de la population. »

**Incursion de la Codeco à Bunia: Lamuka exige des sanctions.** La Coalition Lamuka en Ituri se dit indignée par la récente incursion des miliciens du groupe armé Codeco dans la ville de Bunia. Au cours d'une déclaration faite vendredi 4 août, les membres de cette plateforme de l'opposition politique exigent la relève de tous les officiers militaires et policiers, du responsable de l'Agence nationale des renseignements ainsi que du maire de Bunia, « qui ont failli à leurs responsabilités. » Les dirigeants de Lamuka en Ituri disent accorder un délai d'une semaine au gouvernement central pour l'affectation de nouveaux membres du comité de sécurité en Ituri. Sinon, ils menacent de passer aux « actions de grande envergure ».

**Plus de 24.000 personnes déplacées en un mois par divers conflits au Kasai.** Selon le HCR, la majorité des personnes déplacées ont cherché refuge dans les zones frontalières provinciales de la région de Demba, au Kasai central, et de la région de Mweka, au Kasai. Les nouveaux déplacés font état de meurtres, de viols, de tortures, de pillages et d'incendies de maisons au cours des dernières semaines. « Des dizaines de personnes sont arrivées avec des blessures. Il y a beaucoup d'enfants, de femmes et de personnes âgées parmi les déplacés », a détaillé Babar Baloch, porte-parole du HCR. A noter qu'en 2017, la violence dans la région du Kasai avait entraîné le déplacement interne de 1,4 million de personnes. Et quelques 35.000 Congolais se sont également réfugiés en Angola. Sur le plan humanitaire, l'agence onusienne enregistre les personnes déplacées ainsi que les membres des communautés d'accueil, dont « la capacité à aider et à accueillir les déplacés est souvent limitée en raison de l'extrême pauvreté et des niveaux élevés de malnutrition dans la région ». Le HCR aide aussi les survivants de violences sexuelles et les oriente vers des soins médicaux et un soutien psychosocial. Par ailleurs, l'agence onusienne s'est également dit préoccupée par la sécurité des quelque 16.000 Congolais expulsés d'Angola l'année dernière. Ces derniers continuent de survivre dans « des conditions précaires dans des régions éloignées et presque inaccessibles ». L'Angola a expulsé des milliers de personnes à la fin de 2018 et au début de 2019, dans le cadre d'opérations « la migration clandestine ».

**"Je n'ai jamais dit, et je ne dirai jamais que les troubles qu'il y a eu en RDC n'ont pas occasionné des morts".** L'ambassadeur du Rwanda en République démocratique du Congo, Vincent Karega, s'est ainsi exprimé vendredi 4 septembre 20 à Radio Okapi après une manifestation organisée à Kinshasa par des mouvements citoyens pour exiger son départ. Ces mouvements citoyens et quelques associations l'accusent d'avoir tenu des propos négationnistes en rapport avec le massacre de Kasika, au Sud-Kivu en août 1998. Vincent Karega estime qu'il y a eu beaucoup de distorsions dans ce qu'il avait publié sur son compte twitter à la fin du mois d'août 2020.

**Kongo-Central : inauguration de la maison d'arrêt de Seke Banza.** Cette œuvre, nouvellement construite sur fond propre de cette entité judiciaire avec l'appui des partenaires, est une initiative de Simon Kikhaya Kikhaya, chef de parquet arrivé fin mandat. La bâtisse est constituée de quatre cellules spacieuses pour hommes, femmes, enfants mineurs, et d'une cellule VIP, toutes équipées d'une installation sanitaire. Elle a une capacité d'accueil de plus ou moins quatre-vingts détenus. L'idée de l'érection de la maison d'arrêt du parquet près le tribunal de paix de Seke Banza, poursuit Simon Kikhaya, résulte de « l'esprit du volontarisme et d'humanisme » qui l'a animé en vue de mettre fin à toutes ces difficultés.

**Bukavu : incendie de 4 maisons à Ibanda.** Les jeunes de l'avenue de la Poste sont intervenus empêchant au feu d'embraser les maisons environnantes. Plusieurs biens domestiques ont été calcinés et les jeunes mobilisés ont réussi à en sauver une partie. La cause du drame n'est pas encore connue. Ce nième cas d'incendie à Bukavu relance la problématique

sur la gestion des catastrophes et des incendies, devenus récurrents dans la ville. Le maire de Bukavu, Bilubi Meshack, dit compter désormais sur la dotation de la Monusco d'un camion anti-incendie.

**Lundi 7 septembre.**

**Examen d'Etat : au moins 818 000 finalistes du secondaire attendus.** D'après le Vice-ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST), Didier Budimbu, près 2.304 centres d'examen d'Etat sont prévus pour le cycle long et 5.575 pour le cycle court. Dans une déclaration faite à la presse, le Ministre d'Etat a salué la décision du chef de l'Etat Félix -Antoine Tshisekedi d'avoir sauvé cette année scolaire.

**Bunia : la population redoute des nouvelles incursions des assaillants de la Codeco dans la ville.** Selon les témoignages de certains habitants du quartier Kindia, ces hommes armés progressent parfois à l'intérieur de la ville. Ce qui crée la psychose générale dans le milieu notamment à Kindia, Dele, une partie de Lumumba. Des nombreux habitants estiment que rien n'empêche ces miliciens d'entrer de nouveau au centre-ville car il n'y pas un fort dispositif militaire pour les en dissuader. D'autres habitants crient même à la complicité de services de sécurité. Certains chefs locaux essayent de calmer leurs administrés et les sensibilisent à ne pas se fier aux rumeurs et à ne pas céder à des manipulations.

**Grève à l'Unikin et à l'UPN : Félix Tshisekedi reçoit les délégués des professeurs.** Le président de l'APUKIN, le professeur Mathieu Bokolo et son collègue Ekwampok Kandum représentant le collectif de l'UPN ont présenté au chef de l'Etat les revendications de leur corporation enseignante qui se résument principalement par l'amélioration de leur salaire ainsi que l'épineuse question de trop perçu des crédits véhicules attribués aux professeurs. Le Chef de l'Etat promis d'apporter une suite favorable aux doléances des professeurs. Il a fait remarquer à ses interlocuteurs que malgré les difficultés liées aux conditions de travail des formateurs, tout doit être mis en œuvre afin d'éviter une année académique blanche.

**L'UDPS exige un recensement rapide des congolais en prévision des élections de 2023.** Le président de la commission Politique Administrative et Juridique de l'UDPS a déclaré que ce recensement est indispensable dans la mesure où il va faciliter à la centrale électorale d'avoir un fichier de l'Etat civil à même de lui permettre à identifier les électeurs. Il a par ailleurs exhorté les scientifiques et juristes Congolais de chaque fois éclaircir l'opinion publique sur des questions politiques et juridiques qui fâchent, au lieu de continuer à alimenter la polémique à travers les médias et les réseaux sociaux.

**Kinshasa : des experts du ministère de Personnes vivant avec handicap commis à la surveillance de l'examen d'Etat.** D'après la ministre en charge des personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables, ils doivent s'assurer que les enfants aveugles, sourds muets et autres vivant avec handicap passent les examens d'Etats selon les normes internationales. Par ailleurs, la ministre Irene Esambo a révélé que depuis une année, elle a eu à faire face à un défi celui de donner un contenu clair à son ministère créé pour la première fois en RDC par l'exécutif actuel dirigé par Felix Tshisekedi.

**Tshuapa : le territoire de Boende doté d'un centre d'achat et de traitement du café à Watshikendo.** C'est une initiative de l'ONG italienne ISCO à travers son projet dénommé « programme agricole rural de conservation du complexe de la Salonga » Ce programme encourage les paysans à cultiver entre autres le café et le cacao afin de bien conserver et protéger le parc de la Salonga. Outre les activités agricoles dans lesquelles ISCO est engagé, l'ONG Italienne réalise aussi des actions dans le domaine des infrastructures de base, entre autres les routes et ponts.

**Début de l'examen d'Etat sur toute l'étendue du pays.** Coup d'envoi ce lundi 7 Septembre 20 à Lubumbashi de la session ordinaire de l'examen d'Etat édition 2019 2020. Le ministre de l'enseignement primaire secondaire et technique qui en a donné le ton a salué l'engagement des tous les partenaires de l'éducation et la détermination qui ont caractérisé les uns et les autres pour sauver cette année scolaire perturbée par la pandémie de Covid-19. Le ministre de l'EPST a rappelé que «l'éducation est une arme puissante capable de changer le monde, c'est le levier important du développement d'un pays.»

**Beni : trois présumés meurtriers présentés à la presse.** Deux prévenus sont originaires de la cité de Dungu (dans la province du Haut-Uele) et l'autre du grand Kasaï. Ils sont tombés dans le filet des services de sécurité après l'ouverture des enquêtes à la suite du meurtre d'un motard, il y a une semaine à Mangote sur la route Beni - Butembo, mais aussi d'un jeune du quartier Tamende, vendredi 4 septembre. Ces jeunes ont avoué opérer dans la ville de Beni depuis plus de huit mois.

**Sud-Kivu : le conflit persiste entre la famille Kabila et des habitants de Mbobero.** La famille Kabila avait acheté en 2009 une concession pour y réaliser des travaux agricoles. Conséquence, plus de trois cents familles, qui logeaient sur place et dans la limite de cette concession, devaient quitter le lieu. L'administrateur de territoire de Kabare, estime que seul le

dialogue peut résoudre ce problème : « Dire qu'un compromis durable est trouvé ce serait aller vite en besogne. En fait, il y a un groupe (d'habitants) qui a accepté. Ce groupe qui est d'accord a reçu le montant de 2.000 USD et a signé une note d'engagement pour pouvoir libérer la concession de Maman Olive Lembe. Il y a un autre groupe qui n'a pas accepté et qui scandaient des chansons. Pour certains, le montant de 2.000 USD, proposé à chaque famille était contesté. Certains disaient que c'est trop peu. Il souhaiterait que ce montant ne soit pas décidé de manière unilatérale. C'est pour cela que j'ai encouragé la délégation à continuer à dialoguer jusqu'à ce qu'il y ait un compromis. »

**Tanganyika : des éléphants tuent deux personnes en une semaine à Manono.** L'administrateur du territoire, Pierre Mukamba Kaseya, affirme avoir alerté maintes fois sa hiérarchie sur la présence de ces pachydermes et appelé à leur refoulement, mais sans suite. D'après lui, c'est depuis plusieurs mois que des troupeaux de pachydermes sont en divagation dans les secteurs de Kamalondo et Kyofwe.

**Ituri : 17 de 42 otages de la milice Codeco libérés à Aru,** depuis vendredi dernier par leurs ravisseurs puis remises aux Fardc à Djugu. Le lieutenant Jules Ngongo estime que la délégation des anciens chefs des groupes armés de l'Ituri envoyé par le Chef de l'Etat a joué un rôle important pour la libération de ces habitants. En revanche, cinq personnes parmi ces otages ont été tuées par ces assaillants de la Codeco et d'autres sont toujours détenus dans leur bastion.

**Mardi 8 septembre.**

**Coronavirus dans la Tshuapa : un 1er cas positif confirmé à Boende.** D'après le médecin inspecteur provincial, la personne testée positive est déjà prise en charge par les autorités de la province. Il s'agit d'un homme âgé de plus au moins 60 ans, qui habite Boende chef-lieu de la province de Tshuapa. Ce patient était déjà admis à l'hôpital général de Boende depuis le 28 août dernier, après les signes suspects. Ses échantillons ont été envoyés à l'INRB Kinshasa qui a déclaré ce cas positif. Le schéma thérapeutique est en train d'être suivi pour son traitement affirme Docteur Robert Kamba Kidi avant de lancer un cri d'alarme pour appuyer la province de Tshuapa en médicament.

**Réforme électorale : des membres du FCC proposent l'option d'une présidentielle à tour unique au second degré.** C'est ce qu'a affirmé le cadre du PPRD, Alphonse Ngoyi Kasanji. Selon lui, deux raisons motivent ces options. Premièrement : éviter des contestations qui ont suivi la présidentielle de 2006 et 2011. Il estime que l'élection du président de la République par les Parlementaires réduirait les risques de contestation. Deuxièmement : ce mode d'élection aurait également l'avantage de réduire les dépenses financières.

**Justice: le Directeur général de la SCPT placé sous mandat d'arrêt provisoire.** Le Directeur général de la Société congolaise des postes et télécommunications SCPT, Patrick Umba a été placé sous mandat d'arrêt provisoire depuis lundi 7 septembre par le Parquet général près la Cour d'appel de Kinshasa-Matete. Selon des sources judiciaires, il lui est reproché le détournement des deniers publics dans une affaire d'achat des matériels de télécommunication.

**Examen d'Etat : plus de 1000 finalistes absents des épreuves à Butembo.** L'Inspecteur principal provincial explique que plusieurs difficultés ont caractérisé cette année scolaire. Selon Diangenda Samunkina Joseph 1196 élèves finalistes ont arrêté les cours avant la passation de ces épreuves pour des raisons diverses. D'où, son appel à la sensibilisation de la jeunesse sur la valeur de l'éducation scolaire. Au moins 26 300 candidats participent à ces épreuves en province éducationnelle Nord-Kivu 2 dont près de 13 mille filles, soit 49%.

**Martin Fayulu et Théodore Ngoy attendus mercredi au parquet général de Kinshasa/Gombe.** Les notes d'invitation mentionnent que les motifs leur seront communiqués sur place. Il s'agit donc d'une procédure d'information à travers laquelle le parquet cherche à recueillir des informations. Les deux candidats à la dernière présidentielle sont au cœur du débat sur l'éventualité des poursuites judiciaires contre Félix Tshisekedi à la suite des récentes nominations des juges constitutionnels.

**Journée internationale de l'alphabétisation : « 29% des Congolais âgés de 15 ans et plus sont analphabètes », Rose Boyata.** Il s'agit des personnes qui ne savent ni lire ni écrire, avec compréhension, un texte simple sur leur vie quotidienne. La ministre des Affaires sociales a annoncé ces chiffres lundi 7 septembre à l'ouverture d'une table ronde organisée en partenariat avec l'Unesco. L'activité a été menée dans le cadre de la Journée internationale de l'alphabétisation, célébrée chaque année le 8 septembre. Elle a par ailleurs affirmé la détermination de la RDC à respecter ses engagements nationaux et internationaux en ce qui concerne l'éradication de l'analphabétisme.

**Mbuji mayi : début de la paie des agents de la Miba.** L'enveloppe salariale a été prélevée sur les 5 millions USD, destinée à la relance des activités minières, tel qu'annoncée lors de la 45e réunion du Conseil des Ministres du gouvernement congolais. La paie intervient après celle du mois de janvier où chaque agent avait reçu 100 \$ après plusieurs mois d'arriérés. Certains agents rencontrés ont exprimé leur gratitude au président Felix Antoine Tshisekedi. Signalons que les agents et travailleurs de la Minière de Bakuanga MIBA enregistrent 170 mois d'arrières de salaires.

**Goma : une attaque d'hommes armés fait 3 morts dont un policier et un militaire à Ndosho.** Des bandits inconnus, venus à motos, ont débarqué dans une boutique au quartier Ndosho, dans la cellule Rwasama, affirment les sources militaires et administratives locales. Elles ajoutent que ces bandits ont ouvert le feu sur tous ceux qui étaient dans la boutique, tuant la dame propriétaire et un de ses clients, un militaire Fardc. Un autre militaire, a quant lui été blessé et acheminé à un hôpital de la ville. Les policiers commis à la garde du sous-commissariat situé juste en face de la boutique ont tenté, eux aussi de riposter, l'un d'eux a été tué, ajoutent nos sources. Après leur forfait, ces malfrats se sont mis à tirer plusieurs coups de feu en l'air pour se frayer le passage avant de se volatiliser dans la nature. Un suspect a été arrêté, avec une arme.

**Bukavu : Denis Mukwege salue la condamnation des militaires impliqués dans des viols à Luvungi.** Ce verdict avait été prononcé le 3 septembre dernier à l'issue d'une série d'audiences tenues en chambre foraine par le Tribunal militaire de Garnison d'Uvira. Le Prix Nobel 2018, via son projet « Programme d'Appui holistique aux victimes » dit soutenir de telles initiatives mettant en face les criminels et les victimes sur le lieu du crime. Parmi les victimes 10 mineures dont un jeune garçon de 14 ans. La plupart de ces mineurs ont l'âge qui varie entre 3 et 17 ans. Dix autres victimes majeures dont une femme âgée d'environ 73 ans. Le plus gradé de condamnés est un sous-lieutenant de deuxième classe. Ces hommes ont écopé de peines de prison allant de 5 à 20 ans. L'État congolais a été également condamné solidairement au versement de dommages et intérêts de 1000 à 25000 \$. Mais aussi à une amende d'un million de francs congolais. La Fondation Panzi du Dr Denis Mukwege se réjouit du travail abattu par la justice congolaise. Cependant, elle rappelle que la justice congolaise demeure limitée dans la poursuite de tous les autres crimes de masse tels que ceux documentés dans le Rapport Mapping des Nations Unies et dans d'autres rapports complémentaires. D'après Denis Mukwege, ce verdict constitue un signal fort à l'endroit d'autres potentiels bourreaux intentionnés de commettre des violations des droits humains.

**Lutte contre Ebola : appui supplémentaire de 15,2 millions USD des USA à la RDC.** L'ambassadeur américain, Mike Hammer, a annoncé un appui supplémentaire de 15,2 millions USD à l'épidémie d'Ebola en RDC, annonce faite lundi 7 septembre lors d'une visite conjointe à Mbandaka avec son homologue britannique. Outre la santé, le pays de l'oncle Sam compte aussi appuyer d'autres secteurs, dont l'agriculture et l'énergie ; notamment pour résorber la pauvreté criante à l'Equateur, a affirmé le diplomate américain. Ce mardi, les deux ambassadeurs devront visiter la zone de santé d'Ingende, parmi les douze qui sont touchées par l'épidémie d'Ebola.

**Trafic interrompu entre Goma et Rutshuru à la suite du meurtre d'un jeune à Kibumba,** à environ 25 Km au nord de Goma, en territoire de Nyiragongo (Nord-Kivu). Quelques habitants en colère ont barricadé tôt le matin la route, interrompant ainsi le trafic Goma-Rutshuru. La cause de discorde entre les deux parties, serait un chiot vendu au militaire par la victime. Juste après l'opération d'achat et vente, le chiot serait revenu le soir à son maître. Ce qui n'a pas du tout plu au militaire. Pris de colère, le militaire aurait trouvé le chiot chez son ancien maître. Et sans toute forme de procès, le militaire aurait ouvert le feu sur le jeune homme en lui logeant une balle dans la tête.

**Beni : peine de mort pour les trois auteurs du meurtre d'un infirmier.** Joseph Kambale, responsable de centre hospitalier de Paida, avait été tué à son domicile dans la nuit du 21 juillet dernier. Au titre de dommages et intérêts pour la famille de la victime, le ministère public a réclamé le paiement de 150.000 USD aux deux militaires, auteurs du meurtre, et au civil qui a dirigé l'opération macabre, la somme de 50.000 USD.

**Tshopo : des agents de l'ordre écopent de 15 ans de prison pour viol à Opala.** La cour militaire de l'Ex-Province Orientale a rendu dix-sept arrêts sur notamment sept infractions des viols au cours d'une chambre foraine organisée du 24 au 31 août dernier au centre de détention d'Osio, en territoire d'Opala. Sept agents de l'ordre ont écopé de peines allant de cinq à quinze ans de prison. Ces audiences ont bénéficié de l'appui financier et logistique du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH).

**Kasaï-Central : l'UNFPA débute la campagne de réparation de fistules vaginales.** Le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) a entamé depuis samedi 5 septembre la campagne de réparation gratuite des fistules vaginales à Kananga. Cette campagne se déroule à l'Hôpital Saint Georges, la structure hospitalière de référence de la zone de santé de

Katoka. Elle cible au départ une centaine des femmes fistuleuses des vingt-six zones de santé du Kasai-Central. Mais, les dispositions sont prises pour faire face au surnombre des patientes. Avec l'appui de l'ONG Caritas, l'UNFPA assure les moyens de déplacement des patientes se trouvant dans les milieux reculés de la province. Une enveloppe de plus de 50 000 USD est allouée à ce paquet. Les organisateurs précisent qu'après les interventions chirurgicales, l'UNFPA facilite également la réinsertion socio-économique aux bénéficiaires, en finançant leurs activités génératrices de revenus.

**Sud-Kivu : un conseiller de Felix Tshisekedi dénonce l'infiltration des étrangers pour des motifs économiques.** Après une tournée effectuée à Bukavu, à Baraka, à Minembwe et dans la plaine de la Ruzizi, Tommy Tambwe, le conseiller du Chef de l'Etat en charge des projets de paix a déclaré : « Aujourd'hui, comment ces groupes armés sont-ils devenus des groupes pour terroriser la population civile, pour voler les bétails, faire de braquage sur la route, attaquer les Fardc, etc. Chaque jour dans la plaine de la Ruzizi, il y a des infiltrations. Il y a des gens qui montent et qui descendent des montagnes. D'autres personnes viennent d'autres pays, on les trompe là-bas qu'ils vont aller creuser dans des carrés miniers. Ils sont arrêtés ici. Je les ai vus moi-même dans la plaine de la Ruzizi. On leur dit à l'étranger qu'ils viennent ici pour creuser dans des carrières. La plupart sont des Burundais. Mais arrivés ici sur place, ils deviennent des militaires. Voilà une autre réalité de terrain que nous avons découverte. »

**Ituri : le chef de localité Saikpa et un militaire tués par les miliciens de Codeco.** Des sources concordantes renseignent que le chef de localité de Saikpa revenait de champs avec son fils lundi en début d'après-midi. Ils sont tombés dans une embuscade tendue par des miliciens de la Codeco. Ces derniers ont tiré sur lui et il est mort sur place. Son fils a réussi à s'échapper et a alerté des membres de la famille. Ce meurtre a suscité une vive tension en chefferie de Bahema Banywagi. Ces miliciens ont également attaqué lundi vers 19 heures une position des Fardc à Bambu en territoire de Djugu. Deux militaires, qui étaient commis à la garde, ont été blessés par balles.

**Nominations au sein de l'armée : le professeur Nyabirungu appelle Felix Tshisekedi à rapporter ses ordonnances.** Au cours d'une conférence de presse tenue mardi 8 septembre à Kinshasa, l'avocat pénaliste a relevé 9 articles de la Constitution violés, selon lui, de manière intentionnelle, par les ordonnances du Chef de l'Etat procédant à des nominations dans la magistrature civile et militaire. Raphael Nyabirungu a en outre proposé plusieurs pistes de solution dont le dialogue permanent entre les forces coalisées au pouvoir en vue d'éviter au pays la crise institutionnelle, l'intervention du Parlement, du CNSA et de la Monusco. Le professeur a également invité le Chef de l'Etat au respect des principes d'un Etat de droit.

**Lancement de la production de ciment à Kolwezi.** Le ministre de l'Industrie, Julien Paluku, a lancé lundi 7 septembre à Kolwezi, dans le Lualaba, la production de ciment. Il s'agit de l'œuvre de l'entreprise chinoise ZinJin. Cette dernière a la capacité annuelle de production de 800.000 tonnes. Pour Julien Paluku, cette production servira aussi aux besoins du Lualaba et du Haut-Katanga, qui dépendent à ce jour de la Zambie et de l'Angola.

**Près de 290 personnes tuées par des miliciens en deux mois en Ituri (Société civile).** Dans son rapport publié ce mardi, la société civile de l'Ituri révèle que 286 civils ont été atrocement tués, 36 autres grièvement blessés, 7 femmes violées et 97 personnes kidnappées depuis le 29 juin dernier. Elle déplore également l'incendie de 30 maisons et le pillage 460 vaches par ces hommes armés. Plus de 5 millions de personnes, composées essentiellement des enfants sont, sont jetées dans les rues et vivent dans des conditions misérables.

**Mercredi 9 septembre.**

**Bukavu : les frais de test de Covid-19 pour voyageurs réduits de 60 \$ à 30\$.** « Les tests covid-19 sont payants uniquement pour les voyageurs en quête d'une attestation médicale, ils restent gratuits pour les malades qui présentent des symptômes », a aussi rappelé le ministre Cosmos Bishisha « Avec l'antenne de l'INRB opérationnelle au Sud-Kivu, plus le laboratoire installé à Panzi, nous avons uniformisé le prix entre ces deux laboratoires. Le prix est maintenant fixé à 30 dollars. Ce rabais, c'est le résultat des négociations entre l'autorité provinciale et le l'hôpital de Panzi. Bien sûr, en contrepartie, il y aura un accompagnement (gouvernement provincial) pour subvenir à certains besoins du laboratoire de Panzi », a-t-il ajouté. Le Sud-Kivu compte à ce jour 300 cas confirmés dont 241 guéris, 46 décès et 4 cas en cours de traitement.

**L'UDPS, MLC, Ensemble rejettent la demande du FCC pour une élection présidentielle au 2nd degré.** L'Union pour la démocratie et le progrès social UDPS n'est pas d'accord avec les propos tenus par les cadres du FCC sur la réforme électorale. Le groupe des cadres FCC dont l'ancien gouverneur du Kasai oriental Ngoy Kasanji a entamé une réflexion pour le maintien du tour unique et au second degré du président de la République. Selon ces cadres du FCC cela éviterait les contestations comme celles qui ont suivi la présidentielle de 2006 et 2011 et réduirait les dépenses financières. **Pour**

**L'UDPS**, chercher à réviser la loi électorale aujourd'hui et évoquer les difficultés financières pour ne pas élire le président au suffrage universel direct n'est qu'un prétexte du FCC. « Cette coalition veut tout tailler sur mesure pour plaire à Joseph Kabila, son autorité morale » a déclaré Augustin Kabuya secrétaire général de l'UDPS. **MLC** : « La suggestion du FCC risque de mettre la démocratie en danger (...) la suggestion de Ngoyi Kasandji d'élire le président de la République au Parlement est totalement en inadéquation avec la constitution congolaise », Jacques Ndjoli. « Le scrutin présidentiel à deux tours permet de consolider la légitimité du chef de l'Etat ». C'est ce que pense Chérubin Okende, cadre du regroupement **Ensemble pour la République** de Moïse Katumbi. Pour lui, l'élection du président de la République par les Parlementaires va favoriser la fraude électorale. Il pense que cette suggestion fait partie d'un plan qui viserait la destitution de l'actuel chef de l'Etat.

**Bunia : environ 70% des miliciens de la FRPI ont déserté le site d'Azita par manque des nourritures.** En cause : ces miliciens ne sont pas pris en charge depuis au moins deux mois par le gouvernement central, affirment des sources concordantes. Selon la société civile de Walendu Bindi, environ 70 pour cent des miliciens de la FRPI ont déserté le site d'Azita. Leurs dépendants (femmes et enfants) ont rejoint leurs familles à cause des conditions de vie difficiles dans leur lieu de regroupement. « Ils ne reçoivent plus de nourriture et de médicaments depuis le mois de juin dernier » affirme cette société civile. Selon des témoins, ces miliciens, munis de leurs armes, circulent librement dans la chefferie de Walendu Bindi.

**Ituri : 8 personnes tuées dans une attaque des ADF à Tchabi.** Selon la société civile locale, les victimes ont été surprises dans leurs habitations avant d'être abattues par balles ; d'autres à la machette. A Ngundugudu où ces mêmes rebelles ont fait incursion, plusieurs autres personnes ont été kidnappées. Des soldats des Fardc appuyés par la brigade d'intervention de la Mousco sont à la poursuite de ces hommes armés. La plupart des habitants qui avaient déjà regagné leurs villages sont de nouveau retournés au site des personnes déplacées à Boga.

**Protection du Dr Denis Mukwege : la Monusco en coordination avec la PNC évalue l'ensemble du dispositif sécuritaire autour de Panzi.** « Dès que le Docteur a exprimé ses inquiétudes et que ses menaces ont été relayées, la Représentante Spéciale a tout de suite instruit la police de la Monusco d'entreprendre, ensemble en coordination avec la Police Nationale Congolaise (PNC), une évaluation de l'ensemble du dispositif sécuritaire autour de Panzi. Le dispositif de protection du Docteur est un dispositif articulé entre la Monusco et la PNC. Ce qui permet d'une part, un transfert de compétences, de former les policiers congolais à la protection de personnalités. »

**Nord-Kivu : conflit à la tête de la chefferie de Bukumu : le gouvernement s'implique pour une solution durable.** Autrefois, ce conflit opposait deux prétendants au trône, Lebon Bigaruka, détenant un arrêté signé par le ministre de l'intérieur de l'époque Emmanuel Shadari, du février 2018, et Jean Bosco Butsitsi suspendu par le gouverneur en mars 2016. Mais depuis 2017, un autre prétendant à ce trône, Isaac Butsitsi brandit aussi son arrêté signé par un ancien autre ministre de l'intérieur Evariste Boshab lui reconnaissant le droit au même trône. Pendant son séjour à Goma, le ministre délégué aux affaires coutumières, Michel Mvunzi, a eu des consultations avec les trois prétendants. A son retour, hier à Kinshasa, il a laissé au gouverneur la supervision de la suite du sondage. D'autres observateurs, doutent que les trois prétendants au trône acceptent facilement les résultats de ces consultations coutumières dans un conflit qui a déjà pris une connotation ethnique.

**Choléra à Mbuji-Mayi : 53 cas enregistrés en deux semaines, dont un décès.** D'après le Dr Jean-Pierre Sumba, le retour de la pluie serait la cause de cette résurgence du choléra à Mbuji-Mayi. Il a par ailleurs demandé à la population d'observer l'hygiène alimentaire et de bouillir l'eau avant sa consommation.

**Butembo : 2 morts après écroulement de mur à Bulengera.** D'après le chef du quartier, Isaac Kavota, ce mur est tombé sur la maison et cette dernière s'est écroulée sur ses occupants. Le responsable de la maison et son épouse sont morts sur place et leurs deux enfants sortis avec des blessures. Ces derniers ont été tirés des décombres puis conduits aux soins.

**Les pygmées appellent à la sécurisation des concessions forestières reconnues comme leurs propriétés foncières.** « La sécurisation des espaces traditionnels des peuples autochtones, est très importante. Vous savez, les pratiques traditionnelles des peuples autochtones liées à la conservation, liées à la gestion des forêts, c'est sur un territoire. Si ces territoires où habitent ces peuples autochtones sont sécurisés, on va bénéficier de tous les apports et pratiques des peuples autochtones liés à la conservation. Ça c'est un acquis qu'on peut retenir. Bientôt, Caritas va lancer, à travers ce projet, l'exécution des micro-projets sur le terrain. Il y a déjà 4 micro-projets, d'autres seront lancés dans les différents territoires à hauteur, de pas moins de 50 000 dollars pour une communauté, pour divers besoins : petit élevage, la scolarisation, l'alphabétisation, mais aussi la promotion des activités génératrices des revenus, et aussi l'appui aux métiers. Ce sont ceux qui ressortent de la base.

» Trois concessions des terres des peuples autochtones concernées et déjà identifiées sont situées dans les territoires de Mueka (Kasaï), Kiri (Mai Ndombe) et Mombassa (Ituri). Les deux autres sont à identifier à Biko (Equateur) et à Walikale (Nord-Kivu).

**Sud-Kivu : 27 personnes tuées en un mois (ONG)** La Synergie des associations des jeunes pour l'éducation civique, électorale et la promotion des droits de l'homme (SAJECEK)-Sud-Kivu fait état de 27 personnes tuées, 24 maisons cambriolées et 13 véhicules braqués par des bandits en un seul mois d'août dans la province. Elle a noté aussi 11 cas d'enlèvement enregistrés et 4 cas de supplice de collier. La ville de Bukavu est en tête avec 8 cas des personnes tuées, suivi du territoire de Mwenga avec 6 cas. La SAJECEK appelle enfin les autorités à s'investir pour la sécurité de la population dans la province, en prenant des mesures solides et adéquates et en disponibilisant des moyens nécessaires aux services de sécurité.

**Nord-Kivu : les Fardc déjouent une attaque d'hommes armés à Oicha.** Cette attaque déjouée par l'armée a eu lieu aux environs de 19 h, quand un groupe d'hommes armés, identifiés comme des Maï-Maï, a attaqué la position militaire située dans la cellule Pumuziko, au quartier Mabasele, au sud-ouest de la commune d'Oicha, sur la route nationale numéro quatre. Des échanges de tirs d'au moins une trentaine de minutes s'en sont suivis. Pour l'heure, aucun bilan n'a été avancé. La population de cette zone, qui s'est déplacée vers le centre d'Oicha, félicite l'armée pour sa réponse rapide.

**EXETAT pour les filières techniques médicales : le pool de Goma compte plus de finalistes filles.** Le pool de Goma concentre environ 185 finalistes, toutes filières confondues, dont 118 filles. Pendant quatre jours, les concurrents vont chercher à décrocher le diplôme d'Etat en Techniques médicales, pour avoir un emploi dans les structures médicales ou poursuivre les études dans les institutions supérieures médicales du pays. **Clôture Exetat-2020 : la police met en garde contre tout débordement des finalistes.** A Kinshasa, particulièrement, la fin d'examen d'Etat a souvent été marquée par des scènes de liesses de la part des élèves finalistes sur la voie publique et dans les débits de boissons. Pour le chef de la police de la ville-province de Kinshasa, dans ce contexte de la COVID-19, aucune violation de geste barrière ne sera tolérée. **Exetat à Lubero : les finalistes implorent plus de « clémence lors de la correction de ces épreuves ».** Selon le vice-président du Mouvement des élèves finalistes de Butembo, la composition de ces épreuves n'a pas tenu compte des lacunes qu'ils ont eues dans l'accomplissement des programmes scolaires. Les mouvements des élèves finalistes de Butembo et celui de Lubero disent craindre un échec cuisant et appellent les autorités à une clémence lors de la correction. Même son de cloche du côté des élèves finalistes de la commune rurale de Kirumba en territoire de Lubero. Ici, la plupart des finalistes avaient préparé ces épreuves en solo, car les enseignants leur exigeaient de l'argent pour ce faire. D'après Matina Kambale, leur représentant, il est rare de voir un élève sourire au sortir de la salle d'examen.

**Jeudi 10 septembre.**

**Évaluation de la coopération sino-congolaise sur la construction des infrastructures.** « La coopération économique avec la Chine est un modèle de partenariat qui n'est pas incompatible avec le programme de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International, deux institutions de Breton Woods », a affirmé le Bureau de coordination et de suivi du programme sino-congolais. Ce bureau a présenté une série d'avantages et opportunités avec ce genre de partenariat. Il a également encouragé le gouvernement congolais à poursuivre avec ce modèle. La Convention de collaboration du 22 avril 2008 conclue entre la RDC et le Groupement d'entreprises chinoises porte sur le développement d'un projet minier et d'un projet d'infrastructures en République Démocratique du Congo. Ce bureau de coordination se félicite d'emblée du contrat avec la Gécamines. D'après son chargé de communication, contrairement à divers partenariats signés auparavant, c'est la joint-venture Sino-congolaise des mines « SICOMINES » qui a permis que la participation de la Gécamines dans d'autres partenariats soit relevée. Le volet infrastructure constitue un autre avantage de ce partenariat. Ils en veulent pour preuve la construction de la centrale hydroélectrique de Busanga dont les travaux sont financés par des investisseurs chinois de SICOMINES dans la province du Lualaba avec une puissance de 240 MW.

**Les prisonniers manquent de nourriture à Kananga.** Le coordonnateur de l'Association congolaise des droits de l'homme (ACDHO) trouve inadmissible que les personnes déjà privées de liberté soient exposées de cette façon, parce qu'elles n'ont rien à manger pendant plusieurs jours. Le chef de division provinciale de la justice, Raymond Samasaka, indique que le problème est général dans toutes les prisons du pays, où depuis plusieurs mois, le gouvernement n'a pas envoyé de subsides.

**Ituri : les miliciens de la FPIC blessent par balles 5 enfants et emportent 60 vaches à Masiya.** Cinq enfants ont été blessés par balles pendant l'incursion de ces miliciens le week-end dernier au village de Masiya en chefferie des Andisoma dans le territoire d'Irumu, renseignent les sources locales qui affirment que les miliciens ont aussi emporté 60 vaches, dont



une partie a été récupérée par les Fardc. Ces miliciens ont été poursuivis par les forces loyalistes qui ont récupéré certaines vaches.

**Equateur : au moins 1000 prestataires et relais communautaires formés à distance sur la Covid-19.** Elle a pour but d'aider les prestataires et relais communautaires à mieux se protéger pendant leurs activités et à limiter ainsi la propagation de la pandémie de Coronavirus dans leurs zones de santé. La formation va durer sept semaines. Elle va se réaliser par téléphone, quel que soit le type ou la marque de téléphone des participants.

**Mini-sommet des chefs d'Etat de Grands lacs : le gouvernement du Nord-Kivu recommande l'assainissement de Goma.** Depuis mardi, l'on observe les services de la mairie et les agents de la Commission nationale de prévention routière (CNPR) mobilisés pour la propreté et l'embellissement des grandes artères la voirie de Goma.

**Bukavu : le personnel de l'Hôpital de Panzi soulagé par la présence des casques bleus de la Monusco.** En juillet dernier, le Dr Denis Mukwege avait alerté l'opinion tant nationale qu'internationale sur les menaces dont il était l'objet avec ses proches. Le Docteur Nfundiko Becas, médecin directeur de l'hôpital de Panzi : « Nous sommes soulagés par leur présence, au moins nous sommes sûrs qu'il y a un œil de la communauté internationale qui est là. L'hôpital de Panzi, le Dr Mukwege, les malades qui ont vécu même ces atrocités, devraient être protégés par la communauté internationale ». Depuis des mois, le Dr Denis Mukwege appelle sans relâche à la mise en œuvre du rapport Mapping de l'ONU et de la création d'un tribunal pénal international pour le Congo afin de juger les responsables des crimes des conflits en RDC.

**Me Théodore Ngoy sollicite la protection de la Monusco pour sa sécurité.** Me Théodore Ngoy affirme qu'il craint pour sa sécurité. Selon lui, ces menaces sont consécutives aux propos qu'il a tenus récemment parlant de la violation de la Constitution par le chef de l'Etat.

**Le directeur général de l'Autorité de l'aviation civile suspendu.** Il lui est reproché le fait d'avoir signé, à l'insu du gouvernement, un accord avec la société LOON LLC, autorisant ainsi le survol dans l'espace aérien congolais des ballons stratosphériques dont celui tombé le 25 août dernier à Buta dans le Bas-Uele. Le secrétaire général du ministère des Transports lui demande de procéder à la remise et reprise avec l'intérimaire sous sa supervision ce jeudi 10 septembre.

**Ituri : le bilan de l'attaque des ADF à Tchabi passe de 8 à 30 morts.** Selon le président de la communauté Nyali de Tchabi : « Dans un premier temps, ce sont trois corps qui ont été découverts mercredi matin. C'est en poursuivant la fouille dans la forêt, mercredi après-midi, que la population a retrouvé d'autres dépouilles des personnes abattues par ces rebelles". Certains corps avaient été retrouvés ligotés. Ces tueries se sont déroulées dans des zones où il n'y a pas de présence des forces de l'ordre ni de la Monusco ; ce qui justifie le fait que ces rebelles opèrent en toute quiétude.

**Nord-Kivu : des malades délogés à Kanyabayonga à cause d'un conflit foncier.** Les malades internés au Centre de santé Singamwambé de Kanyabayonga en territoire de Libero ont été chassés de leurs salles d'hospitalisation mercredi 9 septembre, au cours de l'exécution d'une décision judiciaire d'un conflit foncier opposant une famille de la place à l'Eglise Adventiste qui gère ce centre de santé. Huit malades, dont un gravement, ont été contraints de quitter leurs lits.

**L'OGEFREM veut redynamiser ses services à Kisangani et Buta.** Selon le directeur régional de l'Office de gestion des frets maritimes (OGEFREM) Tshopo et Bas-Uele, sa mission dans cette partie de la République consiste à redynamiser les activités de son entreprise. Il a souligné qu'il va expliquer aux opérateurs économiques de cette province comment ils peuvent « recevoir leurs marchandises en un temps record et à bon prix ainsi que le lieu où ils peuvent les dédouaner facilement. » Il a promis l'accompagnement du gouvernement provincial à cette entreprise multimodale dans sa phase de redynamisation de ses activités au chef-lieu de la province de la Tshopo.

**Affaire MECRECO : une plainte déposée contre le gouverneur de la BCC.** Le collectif pour la sauvegarde de la Mutuelle d'épargne et de crédit du Congo (MECRECO) reproche au gouverneur de la BCC d'avoir remplacé illégalement les anciens dirigeants de MECRECO, en les remplaçant par un comité d'administration provisoire, qui « conduit la mutuelle à sa propre mort. » Aussi, selon ce collectif, le gouverneur de la BCC refuse catégoriquement d'organiser une rencontre de concertation entre les parties prenantes en vue de relancer ce réseau, mal géré par le comité d'administration provisoire qui a dépassé son mandat légal de plus de trois ans. La mutuelle d'épargne et de crédit du Congo est la coopérative centrale des mutuelles d'épargne au Congo. La première coopérative du réseau fut créée en janvier 2001.

**Vendredi 11 septembre.**

**Lutte contre la COVID-19 : appui supplémentaire de 5,3 millions de dollars canadiens à la RDC.** Ces fonds appuieront trois projets mis en œuvre par l'Unicef, le Centre de coopération internationale en santé et développement (CCISD) et War Child Canada, en collaboration avec les partenaires congolais, indique un communiqué du gouvernement du Canada qui précise que l'investissement du Canada dans ces programmes est conforme à son approche féministe de l'aide internationale, car cette pandémie pourrait exacerber les inégalités et inverser les gains en matière de développement. Cela est particulièrement vrai pour les femmes qui comptent déjà parmi les citoyens les plus pauvres et les plus vulnérables, et sur qui les familles et les collectivités ont tendance à s'appuyer pour les besoins de soins supplémentaires.

**Goma : ouverture imminente d'un sommet des chefs d'Etat des Grands Lacs.** Yoweri Museveni de l'Ouganda, Paul Kagame du Rwanda, Evariste Ndayishimiye du Burundi, João Lourenço de l'Angola et Felix Antoine Tshisekedi de la RDC sont donc attendus pour cette rencontre qui se tiendra à l'Hôtel Serena. Même si officiellement, rien n'a encore filtré sur l'ordre du jour, ce mini-sommet aurait comme objectif notamment, de décriper les tensions entre l'Ouganda et le Rwanda, d'une part, et entre le Burundi et le Rwanda de l'autre. D'autre part, ce mini-sommet pourrait évoquer l'accord-cadre d'Addis-Abeba. Accord signé le 24 février 2013 en vue de stabiliser notamment, l'Est de la République Démocratique du Congo.

**Fin de l'examen d'état en RDC : satisfaction des élèves.** La session ordinaire de l'examen d'Etat a pris fin jeudi 10 septembre sur toute la RDC. Le résultat final de chaque candidat tiendra compte de ses réalisations à l'examen d'Etat et de ses notes finales obtenues en classe. **Scènes des réjouissances populaires à Beni.** L'examen d'état s'est achevé dans une ambiance de fête à Beni, au Nord-Kivu. Juste après leur examen, les candidats ont envahi les rues pour manifester leur joie. **Dispositif sécuritaire renforcé à Butembo.** Cette présence policière cadre avec un communiqué du commandant urbain de la police rendu publique la veille, mettant en garde tout délinquant qui voudrait menacer les élèves finalistes ou perturber le bon déroulement des examens. Le commandant urbain de la police nationale congolaise a affirmé que quelques incidents ont été enregistrés et des auteurs de troubles ont été interpellés.

**Les ADF attaquent plusieurs positions des Fardc à Mbau.** Ils ont d'abord attaqué la position des forces loyalistes à Mbao-Kitawa, puis à Mbau-Malehe et enfin à Mbau-Kitoho dans la partie Est du secteur de Beni Mbau, indique la société civile locale. En réaction, les Fardc ont repoussé les assaillants dans la forêt, vers les villages Matukaka et Mabyase. Après ces affrontements, les populations civiles se sont déplacées vers Mavivi et Oicha. Ce vendredi matin, le calme est revenu.

**Ituri : une délégation gouvernement–assemblée nationale séjourne à Bunia.** L'équipe va s'enquérir de la situation sécuritaire qui prévaut dans l'Ituri. Plusieurs dossiers figurent à l'agenda de cette délégation, notamment le processus, jusqu'ici au point mort, de désarmement, démobilisation et réinsertion des éléments du groupe armé FRPI, la présence dans le territoire de Djugu et dans la périphérie de la ville de Bunia des miliciens de la Codeco qui doivent déposer les armes. L'agenda prévoit une mission de terrain à Tchabi au sud d'Irumu où une trentaine de civils ont été massacrés dans la nuit de mardi par des rebelles des ADF ; ensuite la délégation fera une escale à Gety où se trouvent cantonnés des miliciens du groupe armé FRPI. Ces derniers attendent toujours la poursuite du processus de leur désarmement qui peine à avancer.

**Tanganyika : 3600 personnes déplacées entre février et mai à la suite des violences communautaires à Nyunzu.** Près de 3 600 personnes se sont déplacées dans le territoire de Pweto entre février et mai 2020 à la suite des violences communautaires dans le territoire de Nyunzu et des affrontements entre les armées congolaise et zambienne, à Moba. Cette information a été livrée par le bureau de coordination des affaires humanitaires dans sa dernière publication du 9 Septembre dernier. Pour cette agence humanitaire, environ 9 700 autres personnes sont retournées dans leurs villages à Pweto, après avoir passé trois ans dans les camps des réfugiés en Zambie. Ceci fait suite à l'accalmie observée dans ce territoire depuis 2018. Ces personnes avaient fui les violences communautaires et les attaques armées en 2017. Ainsi les personnes déplacées internes comme les retournés ont des besoins humanitaires urgents. Ils sont parfois obligés de parcourir entre 25 et 45 km à pied pour atteindre une structure de santé. D'autres ne sachant que faire recourent à la médecine traditionnelle.

**Sommet des Grands Lacs : les commerçants de Ruzizi attendent la réouverture de la frontière burundaise,** la RDC l'ayant déjà fait depuis le 15 aout dernier. Selon le président des commerçants de transit à Uvira, Ndingari Matabishi, cette fermeture de la frontière du côté de Gatumba au Burundi constitue un grand handicap dans le commerce transfrontalier ; alors que la RDC veut adhérer à la Communauté des Etats de l'Afrique de l'est et australe (CEEAC). Selon lui, d'autres questions sécuritaires et diplomatiques préoccupent la population congolaise et doivent être posées en face à la délégation burundaise.

**Mbuji-Mayi : des agents « auxiliaires » de la MIBA réclament leur recrutement.** Ces personnes sont celles qui prestent plus de 15 ans comme journaliers sur les différents chantiers de la MIBA, en attendant la régularisation de leur situation

professionnelle. Depuis le lundi dernier, ces auxiliaires manifestent à l'hôpital Bonzola contre le début d'un processus de recrutement de nouvelles personnes n'étant pas de leur groupe. Selon Mukadi Kadima, un des manifestants, la MIBA a engagé d'autres gens, « 50 personnes à la place des auxiliaires de la surveillance. Nous sommes sûrs... C'est ainsi qu'on a dit 'NON, NON', ce sont des gens ramassés par la haute direction de la MIBA. Nous demandons que la MIBA nous engage, conformément à sa lettre de 2004. »

**Manifestations à Nobili après expulsion de 30 réfugiés congolais d'Ouganda.** La population locale dit ne pas être prête à recevoir ces refoulés. Elle a marché dans les rues de Nobili pour exiger qu'ils soient rapatriés par les grands postes frontaliers tels que Kasindi, Bunagana ou même Goma. Le président de la société civile locale explique cette demande par le fait que la frontière de Nobili n'a pas d'outils nécessaires pour assurer les mesures contre la COVID-19. Bunagana ou Kasindi, selon lui, est la voie la plus proche afin que les expulsés atteignent Masisi, Kalehe « parce qu'ils sont tous des sujets des territoires de Masisi, Rutshuru et Kalehe dans le Sud-Kivu ».

**Début de la certification des sites miniers à Lubero.** Une délégation venue de Goma séjourne à Mangurejipa chef-lieu du secteur de Bapere depuis le début de cette semaine. Cette équipe du comité de suivi de la traçabilité des minerais a pour mission de procéder au contrôle et qualification des sites miniers de la zone, suivant les normes internationales en la matière. L'objectif est de permettre que les minerais venus de cette partie du Nord-Kivu ne figurent pas sur la liste des minerais du sang sur le marché international. D'après Kombi Neapanepa, chef du secteur de Bapere qui supervise ces travaux, la qualification des sites miniers tient compte principalement de deux critères. Il s'agit notamment de se rendre compte que les minerais venant de ce site ne financent pas directement ou indirectement les groupes armés. Deuxièmement, il faut se rendre compte que les enfants et les femmes enceintes ne sont pas exploités dans le site. Selon lui, l'avantage que sa zone pourra tirer, après ses travaux de qualification des sites miniers lancé le jeudi, c'est que les investisseurs du secteur minier auront le feu vert de venir exploiter et créer de l'emploi à sa population. Cette façon de procéder ne pourra pas seulement bénéficier à son entité mais aussi, ajoute-il, cela va relancer l'économie de la province du Nord-Kivu.

**Samedi 12 septembre.**

**Plus de 230 enfants sortis de sites miniers au Lualaba.** Plus de deux cent-trente enfants, dont cent trente-deux filles mineures, ont été sortis de sites de production artisanale des minerais dans la province du Lualaba par l'ONG Internationale Pact Congo. La cérémonie de clôture de leur formation socio professionnelle de six mois a eu lieu mercredi 9 septembre à Kolwezi, ont annoncé vendredi 12 septembre les responsables de cette ONG. « C'était pour pouvoir participer aux efforts du gouvernement pour pouvoir aider à assainir les chaînes d'approvisionnement des minerais. La manifestation concernait 230. Ce sont des enfants dont la tranche d'âge est de 15 à 17 ans, auxquels nous avons donné la chance d'avoir des formations socioprofessionnelles », a affirmé Luc Assossa, le directeur des programmes au sein de Pact Congo. Le programme vise à continuer à les perfectionner, « de sorte que quand ils arrivent à l'âge qu'il faut et avec la maturité qu'il faut ils peuvent évoluer comme entrepreneurs. »

**Visites des ministres en provinces sans avertir les gouverneurs : Félix Tshisekedi appelle au respect des textes en vigueur.** « Depuis quelque temps, des plaintes des gouverneurs des provinces sont adressées au Président de la République pour déplorer l'attitude de certains membres du Gouvernement central qui se rendent dans leurs entités décentralisées, en particulier dans les zones minières, sans les aviser de leur arrivée ou, plutôt, en ne les informant de leur présence qu'une fois arrivés sur place », indique le compte rendu du Conseil des ministres du vendredi 11 septembre. « Un tel comportement ne favorise pas du tout la réussite de la politique de décentralisation constitutionnellement consacrée dans notre pays. Bien au contraire, il entraîne des effets pervers, notamment l'affaiblissement de l'autorité provinciale devant ses administrés et les sociétés concernées. Ce qui est susceptible d'exacerber les tensions inutiles entre les membres du Gouvernement central et les chefs des exécutifs provinciaux », rappelle le compte rendu.

**Mise en place au sein de certains établissements publics : les ministres concernés sommés de faire rapporter ces décisions.** Le Président Félix Tshisekedi a ordonné à certains ministres qui ont établi des mises en place au sein de certains établissements et services publics, notamment l'OGEFREM de rapporter ces décisions. Ces mises en place sont faites en violation des instructions encore en vigueur à ce sujet, rapporte le compte rendu. Selon le Conseil des ministres, lesdites mises en place qui sont intervenues sans une dérogation expressément accordée à la suite d'une demande motivée et justifiée par les besoins de fonctionnement de service surtout en cette période de lutte contre la Covid-19, créent des tensions sociales dans la mesure où elles portent en elles les germes de dissension et de subversion car, dans la plupart des cas, elles sont mal pensées.

**La restauration de la paix en Ituri passe par le rétablissement de l'autorité de l'Etat.** « Ce ne sont pas les groupes armés qui constituent une menace pour l'Etat, mais c'est plutôt l'absence de l'autorité de l'Etat qui donne naissance à des zones incontrôlées qui profitent à des forces négatives. Mais aussi, il y a eu l'ascendance de l'approche militaire sur des approches non militaires notamment l'approche sociétale qui consiste à l'amélioration des conditions sociales, à la prise en charge des jeunes pour éviter que ces derniers constituent une main-œuvre pour des entreprises criminelles », explique Chober Agenonga, analyste politique et enseignant à l'Université de Kisangani. Cependant les responsabilités de la reprise des violences dans cette partie de la république sont partagées entre l'Etat, qui ne dispose pas d'une politique d'emploi pour occuper les jeunes et la communauté qui, s'abstient de coopérer avec les forces de l'ordre pour dénoncer les auteurs des atrocités commises.

**Sud-Kivu : au moins 50 morts dans l'éboulement d'un puit d'or à Kamituga.** Les faits se sont produits dans trois différents tunnels d'exploitation d'or à Kamituga. Des sources sur place indiquent que ces morts sont causées par les pluies diluviennes qui se sont abattues sur la majeure partie du territoire de Mwenga entraînant ainsi l'éboulement de terre dans ces lieux d'exploitation artisanale des minerais. Des recherches se poursuivent pour identifier les personnes décédées, apporter une assistance et arrêter des mesures pour éviter la reproduction des tels drames dans le futur.

**Sommet des Grands lacs à Goma : le Burundi décline l'offre de la RDC.** La République du Burundi, à travers son ministère des Affaires étrangères et coopération au développement, vient de décliner sa participation au sommet des Grands lacs sur la sécurité dans la région qui devrait se tenir à Goma (RDC). Néanmoins, les autorités burundaises estiment prioritaire dans un premier temps, l'organisation d'une rencontre bilatérale ministérielle et restent disposées à échanger avec la RDC, notamment sur la gestion des questions de sécurité des frontières entre le Burundi et la RDC, la promotion des échanges commerciaux, la gestion de la Pandémie de covid-19 aux frontières, ainsi que d'autres questions d'intérêt commun.

**Nord-Kivu : 5 morts et 4 blessés graves dans un accident de circulation à Mwaru.** L'administrateur du territoire, Balume Murega, parle d'une panne technique survenue au niveau de l'arbre de transmission du véhicule, à cause de la surcharge. Mais les sources de la société civile locale, elles, indiquent que c'est le mauvais état de la route qui aurait occasionné ladite panne, avant que le véhicule ne se renverse.

**Kasaï-Oriental : signature de protocole d'entente entre les 3 communautés en conflit.** Il s'agit de Bena Shimba, Bena Kapuya et Bena Muembia. C'est à l'issue d'un conseil provincial de sécurité élargi aux dirigeants de ces trois groupements et aux autorités territoriales de Katanda, que les trois communautés en conflit ont décidé d'enterrer la hache de guerre. Mais cela, après deux jours de médiation présidée par le gouverneur de province. Les parties acceptent ainsi la cohabitation pacifique. Pour préserver la paix sociale et communautaire, les parties en conflit ont convenu de dénoncer les personnes qui tenteront de violer le présent protocole d'entente. Ainsi pour mieux le consolider, le prétendant au pouvoir du groupement de Bena Shimba promet de ne plus s'ingérer dans la gestion des affaires coutumières du groupement.

**Félix Tshisekedi demande au gouvernement de doter la SONAS des moyens pour la rendre plus compétitive.** Le Président Tshisekedi a été informé des difficultés de fonctionnement qu'éprouve la Société nationale d'assurances (Sonas), particulièrement depuis l'effectivité de la libéralisation du secteur d'assurances consacrée par la loi n° 15/005 du 17 mars 2015 qui a mis fin au monopole dont a bénéficié cette entreprise publique depuis sa création. « Face à cet état de choses, le Président de la République a indiqué qu'il est du devoir de l'Etat-Actionnaire unique de cette entreprise publique de l'accompagner, dans le strict respect du principe de la compétitivité de l'économie, en la dotant des moyens qui la rendent plus compétitive », a noté Jolino Makelele.

**Dimanche 13 septembre.**

**L'ONU réaffirme son soutien pour instaurer la paix et la stabilité dans l'est du pays.** « Le Secrétaire général exprime son inquiétude face à la violence continue dans le territoire d'Irumu, notamment à la frontière de l'Ituri et du Nord Kivu », a indiqué son porte-parole, Stéphane Dujarric, dans une déclaration de presse publiée samedi 12 septembre. Les attaques récentes dans cette région de l'est de la RDC ont une fois de plus causé la mort de nombreux civils. Cette zone continue de subir des violences intercommunautaires tout en demeurant la cible de membres des Forces démocratiques alliées (ADF), un groupe armé qui y sévit. M. Guterres a réitéré le soutien de l'ONU aux autorités congolaises pour traduire en justice les auteurs d'attaques contre des civils, les forces de sécurité nationales et les Casques bleus de la Monusco.

**Eboulement de Kamituga : Félix Tshisekedi pour des mesures fortes afin de mettre fin à ces tragédies.** Le Président Tshisekedi « est profondément attristé après l'annonce de la disparition d'une cinquantaine de creuseurs artisanaux à Kamituga dans le Sud-Kivu ». Le Front commun pour le Congo (FCC) demande aux autorités compétentes de prendre des

mesures sécuritaires appropriées afin d'éviter ce genre de catastrophe, et humanitaires pour soulager tant soit peu les familles des victimes.

**Mme Zerrougui et Joseph Kabila échangent sur la situation sécuritaire et politique du pays.** Les deux personnalités ont aussi échangé sur des questions relatives au mandat de la Monusco. Déjà, le mercredi 9 septembre, la cheffe de la Monusco a échangé avec le président du Sénat, Alexis Thambwe-Mwamba, sur les questions sécuritaires dans l'Est de la RDC et de la stratégie conjointe sur le retrait responsable des troupes onusiennes du territoire congolais.

**Ituri : des Fardc récupèrent, après affrontements, des vaches volées par les miliciens Codeco à Mandro.** Le fait s'est passé vendredi 11 juillet à l'issue d'accrochages entre ces miliciens et les forces loyalistes, affirme le chef coutumier de cette entité.

**Ituri : la FRPI accuse le gouvernement de trainer le pas à répondre à leur cahier de charge,** avant le début de l'opération de leur désarmement, indique Muno Munobi, chargé de l'administration de la FRPI. Les deux parties prenantes ont réitéré leur souhait de voir ce processus aboutir. Cependant, Eric Mongo redoute des conséquences fâcheuses contre la population au cas où ce processus n'arrive pas à terme. Depuis le 28 février dernier, le gouvernement congolais et la FRPI avaient signé l'accord pour le retour d'une paix durable dans le territoire d'Irumu, où opérait la FRPI après de deux décennies d'instabilité.

Parmi les revendications de la FRPI, il y a celle portant sur l'octroi des grades, la loi d'amnistie et la libération de leurs leaders détenus à Kinshasa.

**La situation des prisons devient préoccupante.** Depuis plusieurs mois, le gouvernement n'a plus envoyé des subsides pour la nourriture des détenus. De la prison centrale de Makala et militaire de Ndolo à Kinshasa, à toutes les autres prisons de l'arrière-pays, les conditions de vie des pensionnaires des maisons carcérales sont délicates du point de vue de leur alimentation, leur santé, rééducation et logement. **Makala**, le plus grand pénitencier de Kinshasa, un endroit insalubre et surpeuplé où règne une poignée des détenus. En ce mois de septembre, la prison accueille 8043 détenus. L'établissement a été construit dans les années 1950 pour accueillir 1500 pensionnaires. Il y a rupture de stock en nourriture depuis plusieurs semaines. L'ancien prisonnier Gabriel Mokia avoue qu'il 'n'existe pas de prison en RDC. Ce sont des mouiroirs'. La prison centrale de **Goma**, dans le Nord-Kivu, plus de 2000 prisonniers y cohabitent pour une capacité initiale de 150. Ils accusent un retard d'approvisionnement, de même à Rutshuru où l'on compte des morts par manque de nourriture et médicaments. La situation est quasi pareille à Matadi et Tshela, au Kongo central, où les prisonniers sont voués à la mendicité forcée.

**Eboulement de Kamituga : Delly Sesanga pour une application correcte de la réglementation minière.** Selon lui, l'Etat ne doit pas s'arrêter à prélever les taxes dans le secteur minier, mais il doit également assurer la sécurité et l'hygiène de la population. Le chef de l'Etat demande au gouvernement de prendre des mesures fortes pour que des tragédies comme celles de Kamituga ne se reproduisent plus indique le compte twitter de la Présidence de la République. Félix Tshisekedi se dit profondément attristé par la disparition d'une cinquantaine de creuseurs artisanaux à Kamituga dans le Sud Kivu ».

**Lundi 14 septembre.**

**Nord-Kivu : un nouveau groupe armé voit le jour dans le territoire de Rutshuru.** Ce nouveau groupe armé dénommé Coalition des mouvements pour le changement du Congo (CMC), a installé depuis trois semaines sa base à quelques 3 km de la cité de Kiwanja. Ces combattants imposent des taxes aux habitants du milieu ainsi qu'aux voyageurs. La présence de cette milice autour de la cité de Kiwanja, constitue de nouveau une menace pour la sécurité de la zone.

« **Une mission de contrôle en cours pour élucider la gestion des fonds alloués aux prisons de la RDC** », (Officiel). D'après le vice-ministre de la justice, Bernard Takayishe, la gestion des prisons est un problème délicat. Il affirme par ailleurs qu'au moins 1 milliard de francs congolais sont alloués tous les trois mois à la prison de Makala pour les besoins de détenus.

**Irumu : des miliciens occupent le village Tckeki 3 depuis dimanche.** C'est depuis la nuit de samedi 12 septembre que la présence de ces hommes a été signalée dans cette région située dans la périphérie Ouest de Bunia en groupement de Babunya. Le dimanche, ils ont investi cette entité en tirant des coups de feu en l'air, rapporte un chef coutumier qui cite des témoins. Cette situation a provoqué un mouvement de populations dans la zone. Certains habitants ont fui en brousse, d'autres se sont dirigés vers des localités environnantes. D'après des sources locales contactées par Radio Okapi, les

militaires des FARDC ne sont pas présents dans cette localité. D'où l'inquiétude des autorités locales qui craignent que ces hommes armés ne progressent jusque dans des entités plus proches de la ville de Bunia.

**Eboulement de Kamituga : 18 corps déjà retrouvés.** « Nous sommes maintenant avec la société civile, les membres de la commission des creuseurs et le conseil de sécurité pour trouver des voies et moyens, pour procéder à l'enterrement. La mairie a déjà préparé les cercueils », déclare Kilongo Kabu, l'administrateur du territoire de Mwenga. Au moins cinquante personnes sont mortes vendredi 11 septembre dans l'éboulement d'un puit d'or à Kamituga dans la province du Sud-Kivu.

**Beni : activités paralysées ce matin à la suite d'une marche contre l'insécurité.** Le mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha), a appelé à une série de manifestations pour protester contre la résurgence des tueries des civils dans la ville et en territoire de Beni. Tôt ce matin, des groupes de jeunes ont érigé des barricades sur plusieurs avenues et rues de la ville de Beni. Dans le centre commercial de Matonge et dans plusieurs autres quartiers, les boutiques sont restées fermées et la circulation perturbée. Un des militants de la Lucha, souligne que les manifestations vont se poursuivre jusqu'à l'obtention d'une réponse de la part du gouvernement.

**Nord-Kivu : tension à la suite de meurtre de trois personnes à la commune rurale d'Oicha.** Selon l'administrateur adjoint de ce territoire, Rosette Kavula, cette situation est consécutive à une altercation qui a eu lieu dimanche 13 septembre dans la nuit entre des jeunes et des éléments des forces de l'ordre au quartier Masosi à l'Est d'Oicha et qui s'est soldée par la mort de deux civils. Cinq blessés ont été enregistrés et quelques armes emportées par les civils. D'après Rosette Kavula, ce matin des jeunes en colère ont érigé des barricades sur certaines artères d'Oicha et tué un militaire Fardc avant d'emporter son arme. Elle appelle les jeunes au calme et à ne pas tomber dans le piège de l'ennemi.

**Ituri : les miliciens de la Codeco incendient 10 maisons à Babunya et emportent 170 vaches.** La première attaque des miliciens Codeco s'est déroulée dimanche dans l'après-midi au village de Babunya en chefferie de Baboa Bokoe dans le territoire d'Irumu. Des miliciens armés ont envahi cette entité. Ils ont incendié plusieurs maisons. Ce qui a provoqué le déplacement de population dans les villages proches. Ces assaillants ont été repoussés par les Fardc déployées dans la zone. Cette attaque a également créé la panique dans la localité de Shari à la périphérie de Bunia. Certains habitants ont fui au quartier Mudzi Pela dans la ville de Bunia. D'autres miliciens de la Codeco regroupés à Ezekere à une dizaine de km de Bunia ont fait incursion le même dimanche aux villages de Kikoga et de Mbetsi. Ils ont emporté environ 70 vaches dans un pâturage et 100 autres bêtes dans un autre. Ces miliciens ont été pourchassés par les Fardc qui ont récupéré une partie de ces vaches.

Cet élu d'Irumu indique que certains députés et usagers de route sont tombés samedi dans une embuscade tendue par ces hommes armés à Kotoni sur la route Kasenyi à 18 kilomètres de Bunia.

**34 prisonniers s'évadent de la prison de Kamituga.** Le directeur de cette prison renseigne que l'évasion a été facilitée par l'absence de la garde de ce lieu de détention entre 22 heures et une heure du matin. Les témoins expliquent avoir entendu des tirs pour dissuader les 37 autres pensionnaires restants à ne plus sortir. La garde de la prison est constituée de quatre policiers et un militaire. Tous étaient absents du lieu au moment de la fuite des prisonniers.

**Kongo-Central : les autorités décrètent la fin de la contrebande du carburant au poste frontalier de Kimpangu,** dans le secteur de Gombe-Sud (Kongo-Central) par plusieurs services étatiques à l'insu des autorités. L'administrateur du territoire de Mbanza-Ngungu indique que les agents de l'Etat perçoivent une somme de 5 000 FC (5 USD) sur chaque commerçant pour leur assurer la traversée. Malgré la fermeture des frontières entre la RDC et l'Angola, selon des témoins, les bidons d'essence circulent comme si de rien n'était.

**Tanganyika : un mort dans un incendie des maisons à Kongolo.** Un mort et un blessé grave lors d'un vol suivi d'incendie des maisons, vendredi 11 septembre au village de Mulunda, en territoire de Kongolo (Tanganyika). Selon le chef de cette localité, c'est au troisième cas d'incendie que les deux hommes présumés voleurs ont été attrapés dans leur fuite. L'un est mort mutilé et l'autre blessé grièvement à coups de machettes. Ces deux hommes ont réussi à voler des chèvres qu'ils ont traînées avant de mettre le feu aux maisons des propriétaires.

**Mardi 15 septembre.**

**Nord-Kivu : le village Isigo investi par un groupe armé.** Un groupe d'hommes, lourdement armés, a investi depuis samedi 12 septembre, le village Isigi situé à près de 100 km de Butembo, en secteur de Bapere, dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu). Cette nouvelle incursion a occasionné le déplacement massif de la population vers des milieux supposés sécurisés. La société civile de l'Axe Butembo-Mangurejipa, qui se dit indignée par les exactions récurrentes des groupes

armés, appelle les autorités compétentes à accélérer le processus de leur désarmement. Ces assaillants sont des éléments du groupe dénommé «Résistance nationale Lumumbiste (RNL) du leader Mille Tours Par Seconde.

**Haut-Lomami : le territoire de Malemba Nkulu fait face à une crise alimentaire.** Elle est due aux fortes pluies qui s'étaient abattues sur cette entité aux mois de février et mars 2020, causant des inondations au point d'endommager les champs. Face à cette situation, les habitants de Malemba Nkulu vont s'approvisionner en vivres dans les territoires voisins. Selon le constat fait par l'administrateur du territoire de Malemba Nkulu, Ngoy Ngole, les prix des produits agricoles dont le manioc et le maïs, principaux aliments de base dans la région, sont passés du simple au double. Pour lui, dans les circonstances pareilles, l'aide humanitaire s'avère très nécessaire.

**Naufages sur le lac Maï-Ndombe : plaidoyer pour l'implantation d'un centre d'examen d'Etat à Lobeke.** Les autorités compétentes doivent installer un centre d'examen d'Etat au village Lobeke, situé dans le territoire d'Inongo (Maï-Ndombe), selon un chef de centre d'examen d'Etat et élu d'Inongo. Leur demande vise à éviter les cas de naufrage à répétition des élèves finalistes qui sont toujours obligés de traverser le lac Maï-Ndombe pour se rendre au village Belembe, afin d'y présenter les épreuves de l'examen d'Etat. Le tout dernier cas de naufrage des élèves sur le Lac Maï-Ndombe avait été enregistré à la veille de la session ordinaire édition 2019-2020.

**Tshuapa : l'ONG ISCO réhabilite les infrastructures routières pour encourager les paysans à cultiver le café et le cacao.** Dans le cadre de la conservation et protection du parc de Salonga dans la province de Tshuapa, l'ONG Italienne ISCO poursuit son projet dénommé : « Programme agricole rural et de conservation du complexe de la Salonga » (PARCCS), financé par l'Union européenne avec le concours technique de l'ONG WWF. Outre l'appui des paysans à cultiver le café et cacao, ISCO réhabilite les infrastructures routières, en réparant les ponts et digues pour permettre la circulation et l'accès aux différents endroits où se trouvent les champs. Les ingénieurs de l'ONG Italienne ISCO et Office des routes réhabilitent au total trente-et-un ponts sur la terre ferme et sur les digues qui existaient déjà.

**Les parlementaires veulent centrer la session ordinaire sur l'amélioration des conditions de vie de la population.** Pour les députés tant de la Majorité que ceux de l'opposition, en plus du vote du budget, certaines réformes par le vote des lois et le contrôle parlementaire s'avèrent prioritaires au cours de cette session. C'est le cas notamment de la réforme de la Ceni, et des arriérés de la dernière session dont les trois propositions de lois Minaku Sakata sur la réforme de l'appareil judiciaire. Pour l'opposition, la crise sécuritaire dans l'est du pays fait du contrôle parlementaire une priorité avant même le vote du budget. Il sera aussi question, au cours de cette session du vote d'un nouveau premier vice-président de l'Assemblée nationale, en remplacement de Jean-Marc Kabund. Les présidents des deux chambres du Parlement se disent vivement préoccupés par la situation sécuritaire sur l'étendue du territoire national, surtout dans la partie Est du pays où chaque jour l'on déplore des cas de tueries massives de la population. **Le Premier ministre va déposer un collectif budgétaire avant le dépôt du budget 2021.** Au cours de la réunion préparatoire de la rentrée parlementaire, lundi 14 septembre avec le Premier ministre, Jeannine Mabunda et Alexis Thambwe Mwamba ont aussi soulevé des préoccupations en rapport avec le bien-être de la population. Selon Deo Nkusu, ministre des Relations avec le Parlement, confirme que toutes les dispositions sont prises pour une rentrée effective qui prend en compte la sécurisation aussi bien du siège de l'Assemblée Nationale et du Sénat et ses abords que des élus du peuple eux-mêmes, afin qu'ils exercent leur mission en toute sérénité. Pour rappel, lors de la session de mars de l'année en cours, le palais du peuple a été violé et ses environs vandalisés par certains inciviques. **Le président honoraire Joseph Kabila siège pour la première fois au Sénat,** en sa qualité de sénateur à vie conformément à la Constitution. Il participe ainsi à la rentrée parlementaire au Sénat.

**ONU : les opérations de paix continuent de faire des progrès pour rester un outil indispensable** L'initiative Action pour le maintien de la paix (A4P) a été lancée par le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, il y a deux ans pour recentrer le maintien de la paix avec des mandats plus ciblés, des opérations plus fortes et plus sûres, mieux équipées et mieux formées. « La pandémie (de Covid-19) a imposé de nouveaux défis, mais, dans des domaines tels que les politiques et les orientations, elle a également créé un espace de progrès et a engendré de nouvelles approches dynamiques et innovantes pour la mise en œuvre des engagements de l'A4P », a souligné M. Lacroix devant les membres du Conseil de sécurité. Ainsi dans le domaine politique, les circonstances difficiles liées à la Covid-19 « n'ont pas empêché nos missions de fournir un soutien efficace aux processus politiques et à la mise en œuvre des accords de paix », a-t-il noté. S'agissant de l'implication des femmes dans les questions de paix et de sécurité, Jean-Pierre Lacroix s'est félicité des progrès enregistrés. « Nous avons vu un élargissement de la participation et du leadership des femmes dans les processus de paix et politiques dans les contextes de maintien de la paix », a-t-il dit. En ce qui concerne la protection des civils, les opérations de paix des Nations Unies « continuent de prévenir et de répondre aux menaces contre les civils, qui n'ont malheureusement pas diminué au cours des six derniers mois ». « Bien que la pandémie ait affecté l'empreinte de nos missions et limité certaines patrouilles, les missions ont pris des mesures créatives pour poursuivre leur travail de protection », a noté le chef des

opérations de paix. En ce qui concerne la sûreté et la sécurité de son personnel, l'ONU poursuit ses efforts. Une diminution continue du nombre de morts dans les opérations de maintien de la paix résultant d'actes de violence a été constatée, passant de 59 en 2017 à 27 en 2018, à 25 en 2019, et à huit jusqu'à présent en 2020. Quant à la question de la conduite du personnel déployé sur le terrain, l'ONU continue de s'efforcer de prévenir et de combattre les violations des normes de conduite, y compris dans le domaine de l'exploitation et des abus sexuels.

**Kinshasa : le directeur financier de Vodacom RDC et le DG d'OGEFREM en garde à vue.** Trois dossiers judiciaires ont été ouverts lundi 14 septembre avec quelques arrestations au Parquet général près la Cour d'appel de Kinshasa-Gombe. A la police judiciaire des parquets, le directeur financier de Vodacom a été arrêté pour faux et usage de faux. Selon le parquet, il a falsifié les états financiers pour minorer les impôts et droits à l'Etat. Vodacom aurait cherché à dissimuler ses vraies recettes.

Invité, Patient Sayiba, DG de l'OGEFREM a été aussi arrêté. Il est auditionné sur deux faits : le premier concerne le contrat du port sec de Kasumbalesa et le second des malversations financières en rapport avec le mandat spécial de la Fiche électronique des renseignements à l'importation (FERI). Les deux responsables d'entreprises en courent une mise en détention préventive à la prison centrale de Makala.

**Nord-Kivu : violents affrontements à Pinga entre les combattants de Bwira et ceux de Guidon.** Les combattants de Bwira, ceux de Guidon mais aussi les Fardc sont tout proches, les uns des autres, ce qui justifie la psychose dans cette région. Toute la population a fui en brousse pour certains et d'autres vers Kalembe, Kitchanga et ailleurs. Plusieurs personnes jointes dans la région, notamment certains notables, affirment que les militaires Fardc sont à Nkasa, les combattants de Guidon à Katanga et Kailenge, alors que les combattants de Bwira seraient vers Kalembe, dans la même région. Cette situation ne rassure pas la population, qui préfère rester en brousse, ajoutent ces sources.

**Beni : 4 personnes arrêtées pour disparition de 800 000 USD au poste frontalier de Kasindi-Lubiriha.** Quatre personnes, dont un officier supérieur des FARDC, sont aux arrêts depuis quelques jours. Cet officier de l'armée est poursuivi pour avoir relâché le porteur de cet argent sans son audition et identification. La justice militaire l'accuse de violation des consignes et concussion. Le responsable de la direction générale des recettes du Nord-Kivu à Kasindi-Lubiriha, un agent de l'office de Bonne gouvernance et de lutte contre la corruption et opérateur économique de Butembo sont également poursuivis dans cette affaire. Le 9 août dernier, cette somme de 800 000 USD en liquide, en provenance du Kenya avait été saisie par les services de sécurité à la frontière de Kasindi-Lubiriha dans le territoire de Beni, disent ces sources sécuritaires. Mais dans des circonstances assez troubles, l'argent et son porteur ont disparu sans laisser des traces.

**Nord-Kivu : la justice militaire enquête sur deux incidents sécuritaires à Oicha.** Selon des sources judiciaires, la première enquête est ouverte pour déterminer les circonstances dans lesquelles deux personnes avaient été tuées et six autres blessées par balles tirées par un soldat Fardc dans la nuit du 13 au 14 septembre au quartier Masosi à Oicha. La deuxième enquête vise les personnes ayant ravi deux armes entre les mains des éléments Fardc et qui ont tué lundi 14 septembre un militaire Fardc ; avant que son corps ne soit jeté dans un puits, toujours à Oicha.

**Tshuapa : la construction du stade de Boende bientôt finie.** Ce stade, qui a une capacité de 2 000 places assises, avec un pourtour capable de contenir 6 000 personnes soit un total de 8 000 spectateurs, est l'œuvre de la fondation Widala du sénateur Guy Loando Mboyo. Ce stade mesure 6 600 mètres carrés, avec des gradins dont une partie couverte et une autre ouverte. Il est situé entre trois avenues Mobutu, Bosaka et Bakutu dans la ville de Boende. Il a un vestiaire jumelé doté des douches et toilettes pour deux équipes avec trois sorties d'évacuations pour le public.

**Sud-Kivu : autorités congolaises et chefs miliciens préparent le processus DDR à Murhesa.** L'objectif de cette réunion est de faire adhérer ces groupes armés au processus de Désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR). Cette rencontre, dont la clôture est prévue pour mercredi 16 septembre, est organisée par la Commission interprovinciale d'appui au processus de sensibilisation, désarmement, démobilisation et réintégration communautaire (CIAP-DDRC), avec l'appui financier de trois ONG spécialisées dans la résolution des conflits.

**Nord-Kivu : 4 morts lors des incidents dans la zone d'exploitation minière de Rubaya,** notamment à Rukaza, groupement Matanda, chefferie de Bahunde, en territoire de Masisi (Nord-Kivu). Le fonctionnaire délégué du gouverneur dans la région, se dit inquiet de la situation dans cette partie de Masisi, marquée par des tueries et exactions d'hommes armés non identifiés, dans l'objectif non avoué du contrôle et de l'exploitation minières. Bien qu'il soit difficile d'identifier précisément les auteurs de ces tueries, au moins il est certain que c'est le contrôle et l'exploitation minière qui sont à la base de cette situation confuse.